

**C E P R E M A P**

CENTRE POUR LA RECHERCHE ECONOMIQUE ET SES APPLICATIONS

# Rapport d'activité 2024



# Rapport d'activité 2024

## **LE CEPREMAP : AU CŒUR DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE ET DU DÉBAT PUBLIC**

À l'heure où les défis économiques, sociaux et environnementaux s'intensifient, le rôle d'institutions comme le Cepremap devient plus crucial que jamais. Notre centre, fort de près de six décennies d'expertise, se distingue par sa capacité à transformer la recherche académique en outils concrets pour les décideurs. En 2024, sous une nouvelle direction, nous avons réaffirmé cet engagement fondateur tout en développant des initiatives innovantes pour répondre aux enjeux contemporains, notamment avec la création de l'Institut de politique macroéconomique et internationale. Ce rapport annuel témoigne de notre détermination à éclairer l'élaboration des politiques publiques par l'excellence scientifique.

# Sommaire

4 **UNE COMMUNICATION RENOUVELÉE**

6 **L'INSTITUT DES POLITIQUES  
MACROÉCONOMIQUES  
ET INTERNATIONALES**

8 **OBSERVATOIRE DE MACROÉCONOMIE**

10 **LE PROJET DYNARE**

12 **DBNOMICS**

14 **OBSERVATOIRE DU BIEN-ÊTRE**

20 **FINANCE FOR DEVELOPMENT LAB**

25 **POUR UNE HISTOIRE DU CEPREMAP**

26 **SOUTIEN À LA RECHERCHE**



Directrice :  
**Claudia Senik**



Secrétaire général :  
**Mathieu Perona**



Assistante de direction :  
**Eugénie Fernandes**

© Cepremap, 2024  
48, boulevard Jourdan - 75014 Paris  
[www.cepremap.fr](http://www.cepremap.fr)  
ISBN 978-2-9564629-5-8

# Une communication renouvelée

Avec l'appui de l'agence Canévet, nous avons conduit en 2024 une vaste réflexion sur les outils et stratégies de communication du Cepremap. Elle a abouti début 2025 à la mise en place d'une identité graphique rénovée et d'une refonte de plusieurs de nos supports de communication. Nous avons fait le choix de la continuité dans l'identité graphique – le logo du Cepremap reste inchangé, de même que les couleurs dominantes – la marque Cepremap est désormais portée par une association de polices d'écriture homogène dans les publications et sur le site.

## LE LOGO COULEURS

**CEPREMAP**  
CENTRE POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET SES APPLICATIONS



## LE LOGO EN ÉDITION



## EXEMPLES PICTOGRAMMES



Calendrier

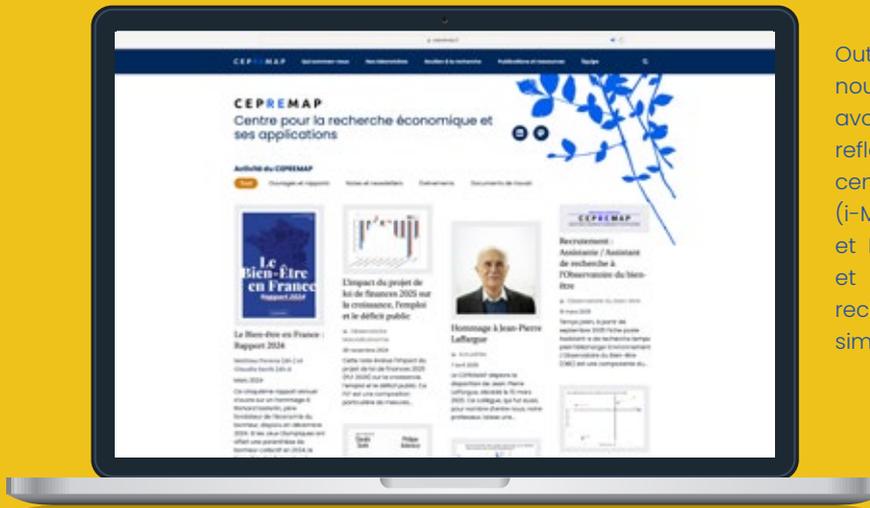


Projet



Data

## UNE REFONTE DU SITE



Outre la refonte des polices et un nouvel habillage graphique, nous avons revu le site web afin qu'il reflète mieux l'activité du Cepremap, centrée autour de trois laboratoires (i-MIP, Observatoire du Bien-être et FLD), deux grands outils (Dynare et Dbnomics) et du soutien à la recherche, dans une architecture simplifiée.

## MÉDIAS SOCIAUX

Nous avons diversifié notre action sur les médias sociaux, avec une présence plus forte sur LinkedIn, BlueSky et Mastodon.



**UN NOUVEAU FORMAT  
POUR LES RAPPORTS**



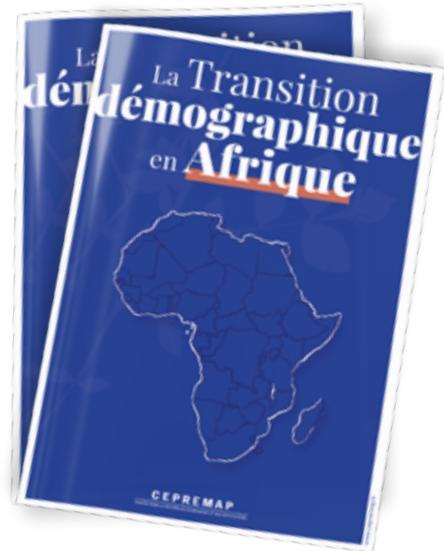
Notre rapport annuel sur Le Bien-être en France a été publié sous un nouveau format. Plus court et plus attractif, il fonctionne comme une vitrine des publications de l'année, organisées thématiquement, présentées sous un format court et invitant à l'approfondissement. Le rapport d'activité que vous êtes en train de lire change lui aussi de format. Il devient un document public, présentant le Cepremap et ses activités.

**DEUX COLLECTIONS  
POUR SUCCÉDER AUX OPUSCULES**

La collection des Opuscules du Cepremap se poursuit sous deux formes. D'une part, un partenariat avec les éditions Odile Jacob, qui nous permet de bénéficier d'un puissant réseau de diffusion pour les ouvrages destinés au grand public. La collection est lancée, avec l'ouvrage collectif *Gouverner*, sous la direction de Philippe Askenazy et Claudia Senik.

À paraître également prochainement chez Odile Jacob, *L'héritage du 21<sup>e</sup> siècle*, par André Masson.

Nous publierons sous notre propre marque, et principalement sous format numérique, des titres plus techniques destinés à un public plus spécialisé. Cette collection sera inaugurée par un ouvrage sur *La Transition démographique en Afrique*, dirigé par Sylvie Lambert.



**GÉRER UNE IDENTITÉ MULTIPLE**

Notre stratégie de communication s'organise autour de la contrainte d'une identité multiple : deux de nos laboratoires et nos deux outils principaux sont dotés de leur identité graphique propre. Nous avons été attentifs à ce que la maque Cepremap figure de manière visible sur leurs supports de communication, ainsi qu'à la bonne collaboration entre les personnes responsables des comptes sur les réseaux sociaux.

# L'Institut des politiques macroéconomiques et internationales



Pour plus d'infos



## CEPREMAP

CENTRE POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET SES APPLICATIONS



PARIS SCHOOL OF ECONOMICS

ÉCOLE D'ÉCONOMIE DE PARIS

Le CEPREMAP et PSE-École d'Économie de Paris se sont associés pour créer, en 2024, l'Institut des politiques macroéconomiques et internationales (i-MIP). Cet institut vise à promouvoir l'analyse et l'évaluation quantitative des politiques macroéconomiques et internationales, en s'appuyant sur les méthodologies les plus récentes issues de la recherche économique et sur le déploiement de capacités de calcul avancées.

Le financement de l'i-MIP sera assuré par les deux institutions partenaires ainsi que par des contrats de recherche portés par les chercheurs affiliés à l'Institut. L'Institut défend une approche non partisane qui respecte le primat du politique et des engagements internationaux sur l'apport de l'expertise. Le rôle de l'expertise est de faciliter la compréhension par les

citoyens des enjeux et arbitrages qui sous-tendent les macroéconomiques et internationales, et leurs conséquences économiques et sociales.

## QUATRE THÉMATIQUES

Les travaux conduits par l'i-MIP couvrent quatre thématiques :

- l'impact des politiques macroéconomiques sur l'activité économique, les finances publiques et les inégalités ;
- l'impact économique des politiques environnementales (à court et à long terme) ;
- la transmission des chocs dans les réseaux économiques et les chaînes mondiales de valeur ;
- l'impact des tensions commerciales dans l'économie mondiale sur les revenus et l'activité.

Les travaux de l'i-MIP sur les politiques internationales et les réseaux économiques s'appuient notamment sur un type récent de modèles parcimonieux de l'économie mondiale en équilibre général, pour évaluer l'impact des politiques existantes (par exemple l'intégration européenne) et simuler l'impact économique des politiques possibles (par exemple les politiques environnementales, les sanctions et les représailles, ou le découplage), et ceci en prenant en compte la complexité des chaînes de valeur internationales.

## STRUCTURE

Chaque programme développe et applique des outils innovants de modélisation.

### *Pôle Macroéconomie*

**Nouveaux modèles quantitatifs de la macroéconomie :** Modèles d'équilibre général dynamiques stochastiques à agents hétérogènes.

**Modélisation environnementale :** Modèles non-linéaires à multiples échelles de temps.

### *Pôle Économie internationale*

**Nouveaux modèles quantitatifs du commerce international :** intégrant les réseaux de productions, une vision plus riche des effets de substitution et de réponse politique aux chocs

**Économie des réseaux internationaux :** enrichissement de la modélisation des chaînes de valeur pour analyser la transmission des chocs politiques et technologiques.

### *Contribution du CEPREMAP*

Dans le domaine de la macroéconomie, l'i-MIP s'appuie l'équipe qui formait l'Observatoire de Macroéconomie, et dont le programme de recherche mobilise notamment le modèle stochastique d'équilibre général dynamique avec agents hétérogènes développé pour l'économie française (CepreHANK).

Ce dernier sera étendu pour l'évaluation des réformes de la protection sociale, des politiques européennes, des incidences du changement climatique et des politiques environnementales. Il s'agit de développer de *nouveaux modèles quantitatifs de la macroéconomie* permettant d'analyser dans le cadre de modèles structurels les évolutions des grands agrégats macroéconomiques, comme la croissance et l'inflation, et celles des inégalités de revenus et de richesse ou d'autres caractéristiques des agents économiques. Cette approche permet de quantifier avec précision les impacts macroéconomiques et redistributifs des politiques publiques, telles que les réformes fiscales, les politiques monétaires ou les interventions budgétaires.

Cette modélisation repose sur une analyse explicite des comportements des ménages et des entreprises, qui interagissent de manière stratégique et réagissent

aux changements de leur environnement économique (politiques monétaires et budgétaires, conjoncture économique, prix de l'énergie, facteurs externes, etc.) dans un contexte marqué par de multiples imperfections du marché (frictions financières, concurrence imparfaite, rigidités nominales, chômage, etc.). Elle permet d'évaluer les effets sur la croissance, l'emploi, l'inflation et les finances publiques des politiques fiscales et monétaires à partir de scénarios contre-factuels. Les évaluations menées à l'Institut dans ce programme de recherche complètent celles menées à partir de modèles semi-structurels traditionnellement utilisés dans les institutions en charge des politiques économiques (ministères de l'économie et les banques centrales, par exemple). Ces modélisations permettent d'apprécier non seulement l'efficacité des politiques publiques, mais aussi leur acceptabilité sociale.

Le CEPREMAP élargira son champ d'intervention en participant, au sein de l'i-MIP, aux travaux en économie de l'environnement et en économie internationale. En particulier il contribuera :

- À étudier les conséquences macroéconomiques et internationales des politiques climatiques, en utilisant de nouvelles approches dynamiques.
- À étudier l'impact des politiques commerciales sur les agrégats macroéconomiques et les échanges internationaux. A ces fins, une version multi-pays de CeperHANK est en cours d'élaboration, intégrant une zone euro et une zone dollar.

## GOVERNANCE

L'Institut est doté d'un **Conseil d'orientation**, présidé conjointement par un membre de la direction du CEPREMAP et un membre de la direction de PSE. Le **directeur** et le **directeur adjoint** de l'Institut sont nommés par les co-présidents du Conseil d'orientation. Ils gèrent les affaires courantes de l'Institut et coordonnent les activités de recherche de l'Institut en collaboration avec les directeurs des programmes.

Claudia Senik (CEPREMAP) et Jean-Olivier Hairault (PSE) assurent la co-présidence de l'i-MIP.

Parmi l'équipe du Cepremap, François Langot a pris les fonctions de directeur adjoint de l'Institut, et Fabien Tripiier est directeur du programme « nouveaux modèles quantitatifs de la macroéconomie ».



Pour plus d'infos

# Observatoire de Macroéconomie

En 2024, l'Observatoire de Macroéconomie du Cepremap a développé de nouvelles analyses consacrées à la dette publique française, et s'est inscrit dans un nouveau projet : la création de l'Institut des politiques macroéconomiques et internationales.

## NOTES DE L'OBSERVATOIRE DE MACROÉCONOMIE

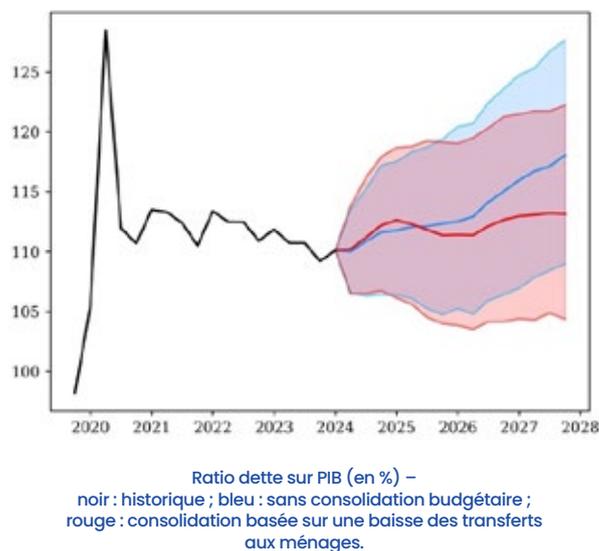
En 2024, l'Observatoire de Macroéconomie du CEPREMAP a publié 4 notes. Ces notes ont été reprises, sous forme d'article de presse, dans Le Monde, L'Opinion, La Tribune, The Conversation. Ces notes ont aussi été présentées dans différents ministères et agences de l'État. Les chercheurs impliqués dans ces travaux sont : François Langot, Fabien Tripiier, Jocelyn Maillard, Selma Malmberg, Ilana Szpic et Jean-Olivier Hairault.

« **L'impact du projet de loi de finances 2025 sur la croissance, l'emploi et le déficit public** » (Notes de l'Observatoire Macroéconomie 2024-04, CEPREMAP)  
 Cette note évalue l'impact du projet de loi de finances 2025 (PLF 2025) sur la croissance, l'emploi et le déficit public. Sur 2025-2027, le cumul des économies budgétaires prévues sera de 122 Md€. Son premier effet sera de réduire de 1,7 point le ratio dette sur PIB en 2027. Mais, en 2025, le PLF réduira le PIB de 31,98 Md€ et ce ralentissement marqué de l'activité conduira à la perte de 242 000 emplois. Au-delà de l'année 2025, le PLF continuera à peser sur l'activité économique en engendrant une perte de 60,30 Md€ de PIB et la destruction de 422 000 emplois sur 2025-2027, soit la suppression de 3450 emplois par Md€ économisé.

Au sein des différentes mesures du PLF 2025, la baisse de la consommation publique est la principale cause des pertes de PIB et d'emplois. Parmi la hausse des prélèvements, c'est la fiscalité sur l'énergie qui freine le plus la croissance, suivie des hausses des prélèvements sur le travail. Notre évaluation montre également que les effets de report entre les assiettes fiscales sont très importants et qu'ils conduisent à surestimer la réduction du déficit primaire.

« **Consolidation budgétaire et risque de hausse de la dette publique** » (Notes de l'Observatoire Macroéconomie 202403, CEPREMAP).

Cette note propose la mise en place de règles budgétaires engageant le gouvernement à réduire ses dépenses. Deux stratégies, permettant toutes deux d'économiser en moyenne 30 Milliards d'euros par an jusqu'en 2027, sont alors comparées : l'une réduit la consommation publique, l'autre les transferts aux ménages.



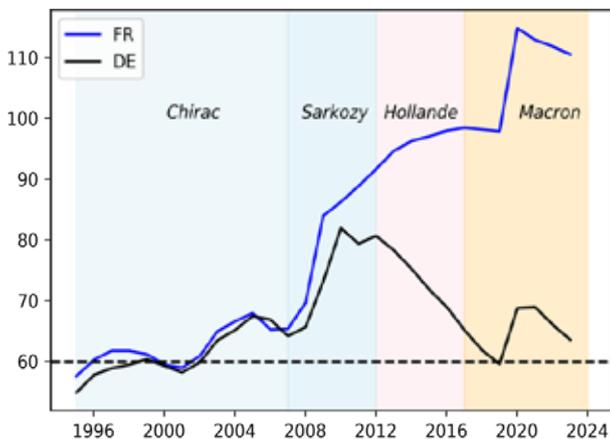
À l'horizon 2027, les baisses de transferts réduisent davantage le ratio dette sur PIB que les baisses de consommation publique. De plus, avec une baisse de la consommation publique, le risque de ne pas parvenir à baisser l'endettement est plus fort. En effet, en cas de conjoncture défavorable, la réduction des transferts réduit moins l'activité économique que la réduction de la consommation publique, car les ménages compensent ces plus faibles transferts reçus par une baisse de leur épargne et une hausse de leur offre de travail.

« **Réduction de la dette publique française : quelles implications pour les choix budgétaires de l'Etat ?** » (Notes de l'Observatoire Macroéconomie 202402, CEPREMAP).

Cette note présente et utilise la méthode utilisée par la Commission Européenne pour évaluer une trajectoire budgétaire, comme elle le fait avec la France dans le cadre de la procédure pour déficit excessif. Les simulations mettent en évidence deux résultats.

- Un ajustement budgétaire sur 7 ans est préférable à un ajustement sur 4 ans.

- Une séquence de restrictions budgétaires où la réduction des dépenses nettes est limitée à 20 Mds€ en 2025 et 2026 préserve au mieux la croissance.



Évolutions des dettes publiques rapportées au PIB (en %) - France (FR), Allemagne (DE).

Si la Commission Européenne accepte ces deux conditions, alors les gouvernements français devront réduire le déficit structurel primaire de 20 Mds€ en 2025 et 2026, puis de 14,5 Mds€ en 2027, 20 Mds€ en 2028, 20,4 Mds€ en 2029, 8,8 Mds€ en 2030 et 9,3 Mds€ en 2031, soit approximativement 110 Mds€ d'économies sur 7 ans. Dans ce scénario, l'endettement continuerait de croître jusqu'en 2029, atteignant 117,6 % du PIB, pour ensuite baisser, retrouvant son niveau actuel en 2035, pour enfin passer sous les 100 % en 2050.

«Comment réduire la dette publique sans entraver la croissance économique, ni accroître les inégalités ? » (Notes de l'Observatoire Macroéconomie 2024-01, CEPREMAP.)

Cette note identifie, selon l'instrument budgétaire considéré, consommation publique, transferts bismarckiens indexés sur les revenus (retraite, chômage) et transferts beveridgiens (santé, pauvreté), les effets d'une consolidation budgétaire sur la croissance, l'endettement public et les inégalités économiques.

Pour une réduction permanente de 20 Md€ par an des dépenses publiques, il s'avère qu'une baisse de la consommation publique réduit la croissance et accroît les inégalités. En revanche, l'ajustement qui concilie désendettement public, renforcement de la croissance et maîtrise des inégalités passe par une baisse des transferts bismarckiens, partiellement compensée par une hausse des transferts beveridgiens.

## ÉQUIPE



**François Langot**  
Chercheur, i-MIP



**Jocelyn Maillard**  
Chercheur, i-MIP



**Jhon Jair Gonzalez Pulgarin**  
Post-doc, i-MIP



**Selma Malmberg**  
Chercheur, i-MIP



**Jean-Olivier Hairault**  
Chercheur, i-MIP



**Fabien Tripier**  
Chercheur, i-MIP

# Le projet Dynare

Dynare est un logiciel qui offre une manière conviviale et intuitive de manipuler la plupart des modèles développés en macroéconomie (DSGE, OLG, semi-structuraux...). Il est capable d'effectuer des simulations du modèle pour un jeu de paramètres calibrés et peut aussi estimer ces paramètres à l'aide d'un ensemble de données économiques. En pratique, l'utilisateur écrit un fichier texte contenant la liste des variables du modèle, les équations dynamiques reliant ces variables, les tâches informatiques à effectuer et les sorties graphiques ou numériques souhaitées. Un large éventail de techniques de mathématiques appliquées et d'informatique sont utilisées en interne par Dynare : résolution et optimisation non linéaires multivariées, factorisations matricielles, approximation fonctionnelle locale, filtres et lisseurs de Kalman, techniques MCMC pour l'estimation bayésienne, théorie des graphes, contrôle optimal, etc.

Dynare est un logiciel libre et gratuit, autour duquel s'est formée une large communauté d'utilisateurs. En 2024, on compte 147 000 visiteurs différents sur le site web principal, 75 000 téléchargements toutes versions et plateformes confondues, ainsi que 4 600 messages postés sur le forum des utilisateurs.

Dynare est enseigné dans différentes universités du monde entier, et est par ailleurs utilisé dans de nombreuses grandes institutions : Banque centrale européenne, Banque de France, Réserve fédérale et autres banques centrales, Fonds monétaire international, OCDE, BIT et autres organisations internationales, etc. Pour ces institutions, le grand intérêt de Dynare est qu'il permet de s'approprier facilement le langage moderne de l'économiste pour construire des modèles qui produisent des évaluations robustes de politiques économiques, et après estimation, de les comparer aux prévisions basées sur des modèles économétriques ou semi-structuraux.

Dynare dispose d'un conseil d'orientation qui regroupe 22 économistes de premier plan au niveau mondial.

## DÉVELOPPEMENT LOGICIEL

Au début de l'année 2024, nous avons apporté plusieurs améliorations, dont les plus marquantes sont :

- Dans le contexte de l'estimation bayésienne, implémentation de l'échantillonneur Monte Carlo séquen-

tiel, tel que proposé par Herbst et Schorfheide (2014), comme alternative à la méthode chaîne de Markov Monte Carlo ;

- Nouvelles routines pour les simulations en anticipation parfaite avec erreurs d'anticipation. Dans un tel scénario, les agents commettent des erreurs d'anticipation dans la mesure où le chemin qu'ils avaient prévu à la période initiale ne se réalise pas exactement ; à certaines périodes, ils peuvent recevoir de nouvelles informations qui les amènent à réviser leur anticipation concernant la trajectoire des chocs futurs. Cependant, les agents se comportent en anticipation parfaite, c'est-à-dire qu'ils prennent leurs décisions comme s'il n'y avait aucune incertitude ; les nouvelles informations qu'ils reçoivent leur arrivent comme une totale surprise.
- Ajout d'une méthode d'estimation par correspondance des fonctions impulsion-réponses (IRF matching) avec simulation stochastiques.
- Extension de la méthode de « pruning » des simulations stochastiques à un ordre d'approximation arbitraire.
- Utilitaires pour modifier le modèle, en ajoutant ou supprimant des variables, des équations ou des paramètres estimés.

Plusieurs fonctionnalités d'importance moindre ont également été ajoutées, divers bogues ont été corrigés et certaines parties de Dynare ont été partiellement réécrites afin d'améliorer leur qualité, leur performance et leur maintenabilité sur le long terme. Nous avons également effectué un travail de maintenance pour assurer la compatibilité de Dynare avec MATLAB R2024a et R2024b, ainsi qu'Octave 9.

En 2024, nous avons par ailleurs débuté le travail en vue de la future version 7 de Dynare, avec un effort particulier en direction des modèles à agents hétérogènes (notamment les HANK), qui a débouché sur :

- une extension du langage de modélisation de Dynare pour décrire les modèles à agents hétérogènes : les variables et les équations idiosyncratiques d'un côté, et celles qui sont agrégées de l'autre, ainsi qu'un opérateur d'agrégation pour relier les deux parties du modèle ;
- un prototype d'implémentation de la méthode de résolution par perturbation à l'ordre 1 de Bhandari et al. (2023) ;
- un travail exploratoire en vue de permettre le calcul de la distribution stationnaire.



D'autres fonctionnalités ont été ajoutées en vue de la version 7, notamment :

- l'estimation de la politique optimale discrétionnaire par la méthode des moments ;
- le support des dates (dseries) dans les simulations à anticipation parfaite.

## ÉCOLE D'ÉTÉ

Comme chaque année, nous avons organisé une école d'été Dynare, qui s'est tenue du 27 au 31 mai 2024, sur le campus Jourdan de l'École Normale Supérieure, avec le soutien de la Banque de France et de DSGE-net. Nous avons accueilli une vingtaine de participants provenant d'universités, de banques centrales et d'autres institutions internationales. L'objectif de cette école est d'initier les participants à l'utilisation de Dynare, en leur proposant un tour d'horizon des principales fonctionnalités et des algorithmes et méthodes sous-jacents.

## CONFÉRENCE

Nous avons coorganisé la 18e conférence Dynare à l'Université nationale de Singapour, en collaboration avec l'Autorité monétaire de Singapour et DSGE-net. Il s'agit d'une conférence académique où sont présentés des travaux en macroéconomie quantitative. Elle s'est tenue les 12 et 13 décembre 2024, et a réuni une trentaine de participants. Les allocutions plé-

nières ont été prononcées par Eric Leeper (University of Virginia) et Todd Schoellman (Federal Reserve Bank of Minneapolis).

## ATELIER POUR UTILISATEURS AVANCÉS

Pour la troisième année consécutive nous avons coorganisé un atelier destiné aux utilisateurs avancés de Dynare, qui s'est tenu du 18 au 20 septembre 2024 à Ispra (Italie), dans les locaux du Joint Research Centre de la Commission européenne. Il a réuni une quarantaine de participants, une majorité en provenance de banques centrales, mais également des universitaires. L'objectif de cet atelier est d'une part de présenter des fonctionnalités avancées ou nouvelles de Dynare, et d'autre part de permettre aux participants de présenter leurs propres travaux, en particulier les défis auxquels ils font face, afin d'initier une discussion de groupe et des échanges entre participants.

## ACTIVITÉ CONTRACTUELLE

Une partie des développements logiciels mentionnés plus haut ont été effectués dans le cadre de nos collaborations avec les équipes de modélisation du Fonds monétaire international, de la Banque centrale européenne, de la Banque de France et de la Commission européenne.

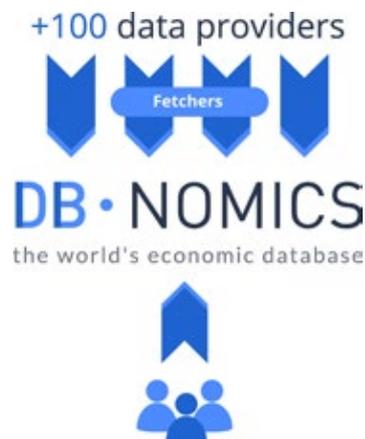
# DBnomics

The world's economic database – La base de données économiques mondiale

DBnomics est une **plateforme gratuite qui agrège des données économiques publiques**. Celles-ci sont fournies par des institutions statistiques nationales et internationales, mais aussi par des chercheurs et des entreprises privés.

Le champ de données couvert par DBnomics est **l'économie au sens le plus large**. Les données couvrent également la population et les conditions de vie, l'environnement et l'énergie, l'agriculture, la finance, le commerce, etc. Les seules restrictions pour le moment concernent la nature des données, qui doivent être des séries temporelles, et la fréquence des données, qui doit être au maximum quotidienne. DBnomics est conçu comme un outil pour améliorer le processus de gestion des données en économie, avec trois objectifs : (i) **simplifier** la récupération des données économiques, (ii) fournir **automatiquement** des données mises à jour, (iii) permettre des résultats **reproductibles**.

Le site web est accessible à tous les utilisateurs, avec différents outils de recherche selon les besoins : barre de recherche, arborescence de catégories similaire à celle du fournisseur. Les données peuvent être téléchargées en **CSV, XLSX, HTML** ou **JSON**.



Ces données sont régulièrement mises à jour et les anciennes mises à jour ont été archivées afin de construire au fil du temps une **base de données** en temps réel. De plus, les données peuvent être téléchargées directement par un large éventail de logiciels d'analyse économétrique et statistique en utilisant les utilitaires fournis par le projet. Il est conçu comme un bien public et peut être considéré comme une **bibliothèque ouverte** rassemblant du code pour télécharger des données du producteur original et convertir les données dans un format standard. Notre objectif est de créer une **communauté d'utilisateurs** mais aussi une communauté de contributeurs autour de ce projet libre.

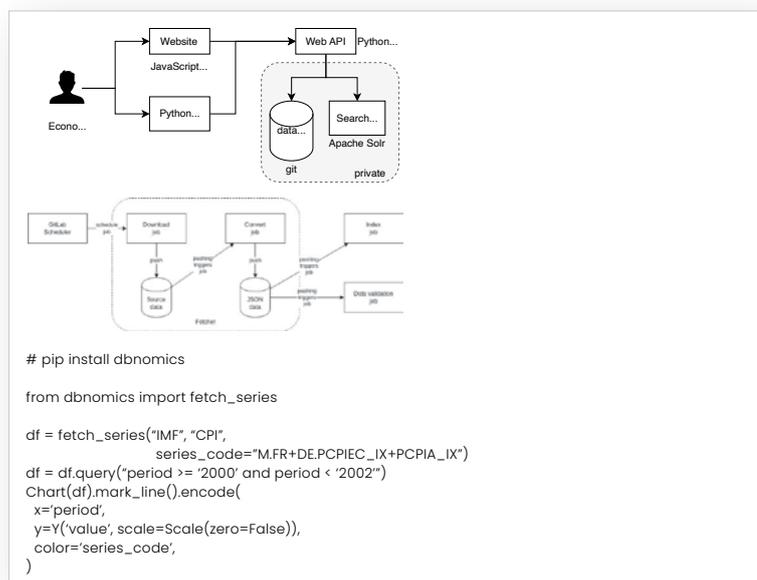
## HISTORIQUE

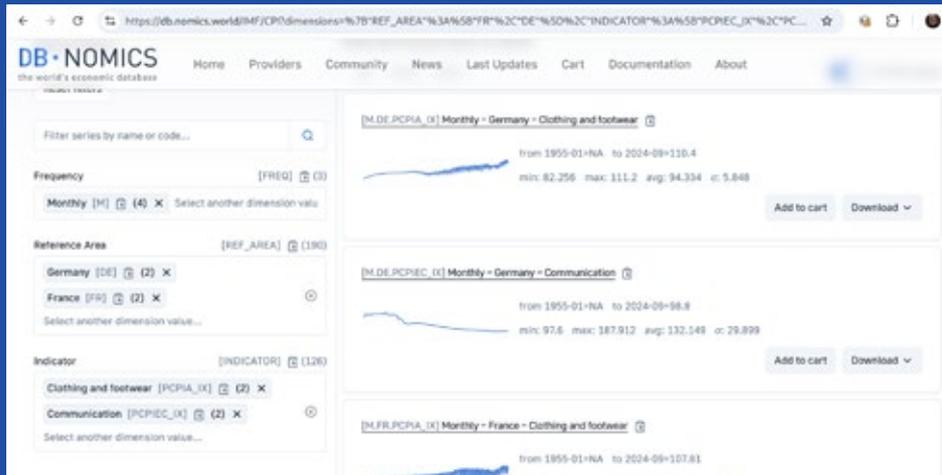
**2014** : démarrage

**2016-2017** : prototype financé par un PIA en partenariat avec France Stratégie

**2018** : mise en production financée par un second PIA en partenariat avec France Stratégie, développement de 60 data fetchers financé par une convention de mécennat avec la BdF de 5 ans renouvelables

**2023** : renouvellement du partenariat avec la BdF pour 5 ans





## SCÉNARIOS D'UTILISATION

- chercheurs et étudiants en économie
- data journalistes : faciliter le fact-checking
- secteur privé : analyse de risque, modélisation dans la banque/assurance, tableaux de bord de l'activité ou prévisions
- administration publique : évaluation des politiques publiques, parlementaires, cour des comptes
  - société civile : bloggers, professeurs, associations
- dans le cadre de la Science ouverte, facilite la reproduction des résultats des articles de recherche en conservant l'historique des séries temporelles

## CHIFFRES CLÉS

- statistiques d'utilisation :  
**200 À 300 VISITES** uniques par jour
- **93** providers / **40 793** datasets /  
**1.9** milliard de séries

### LIENS



Un site web

contact@nomics.world  
<https://twitter.com/DBnomics>

# Observatoire du bien-être

L'Observatoire du bien-être au CEPREMAP réunit des chercheurs de différentes institutions appliquant des méthodes quantitatives rigoureuses et des techniques novatrices afin d'analyser le bien-être subjectif et sur ses déterminants, dont l'éducation, la santé, les relations sociales, la confiance et l'environnement économique.

L'Observatoire poursuit deux missions :

1. Développer notre compréhension du bien-être en France : son évolution au fil du temps, sa relation avec le cycle économique, les écarts en termes de bien-être entre différents groupes de population ou régions, et enfin la relation entre politiques publiques et bien-être.
2. Accompagner l'intégration des métriques de bien-être subjectif dans les instruments de mesure et de pilotage des administrations et institutions publiques

## LE MORAL DES FRANÇAIS

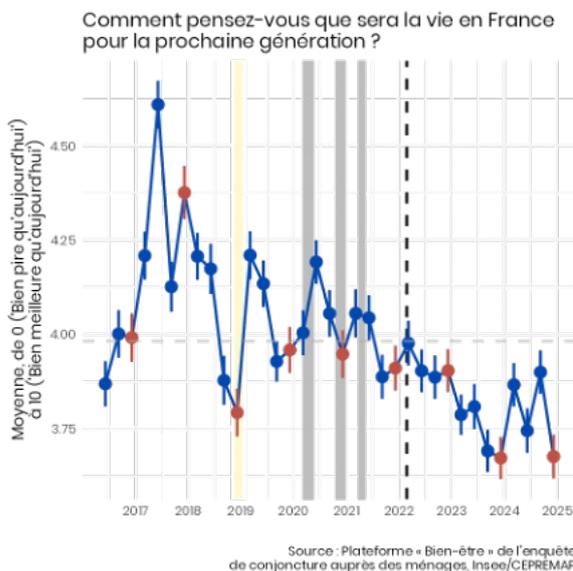
L'Observatoire finance depuis 2016 une plate-forme de 20 questions sur le bien-être subjectif, adossée à l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (Camme) de l'Insee. Cette enquête se traduit par un tableau de bord en ligne ainsi que par nos notes de conjoncture trimestrielles.

L'année 2024 a été marquée par l'amélioration temporaire des indicateurs de bien-être pendant la période des Jeux Olympiques de Paris, sur fond de dégradation des perspectives d'avenir.

L'évolution de la vision de l'avenir pour la prochaine génération illustre parfaitement cette trajectoire en 2024 : après un rebond estival pendant les Jeux Olympiques, l'indicateur s'est nettement dégradé au dernier trimestre. En décembre 2024, il atteint son niveau le plus bas depuis 2016, à égalité avec la fin 2023 et très éloigné des pics d'optimisme observés au milieu des années 2000. Cette détérioration s'inscrit dans une tendance pessimiste de long terme, particulièrement marquée depuis le début des années 2020.

Les autres indicateurs ont suivi une trajectoire similaire en 2024. Après l'embellie olympique, la satisfaction concernant le niveau de vie et le travail est revenue à sa valeur moyenne de long terme. Le lien social a également souffert au second semestre, avec un recul significatif du sentiment de soutien et de la satisfaction concernant les relations avec les proches.

À la fin de l'année 2024, seuls quelques indicateurs de bien-être présent résistent, notamment le sentiment que ce qu'on fait dans sa vie a du sens, qui reste au-dessus de sa moyenne historique. La satisfaction dans la vie actuelle et les indicateurs de bien-être émotionnel ont retrouvé leurs niveaux habituels, effaçant les gains temporaires des Jeux Olympiques.



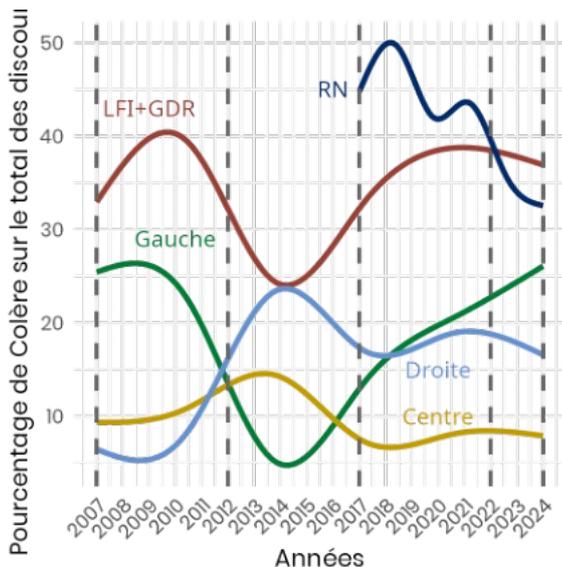
## PANORAMA THÉMATIQUE DU BIEN-ÊTRE EN FRANCE

Au travers de nos Notes, nous dressons un panorama thématique du bien-être en France.

### La politique et les émotions

Tirant parti des techniques d'analyse de texte – du réseau social Twitter/X aux interventions des parlementaires à l'Assemblée Nationale – nous avons montré la montée en puissance des émotions dans le paysage politique français. L'expression de la colère devient un marqueur de la France Insoumise et du Rassemblement National, tant dans l'hémicycle que sur les réseaux, les codes des seconds déteignant en outre sur la manière de communiquer des députés.

Dans un chapitre du *World Happiness Report 2024*, nous avons montré comment la structuration des forces politiques suivait la satisfaction dans la vie et la confiance interpersonnelle, en Europe et aux Etats-Unis. Cette étude généralise le schéma que nous avons mis en évidence dès 2017 dans le cadre français.



### Le genre du bonheur

Nous avons cette année souligné la portée des différences de genre sur le bien-être. Nous montrons ainsi que les femmes sont plus inquiètes que les hommes quant à la situation financière présente et future de leur foyer, et que cette inquiétude pèse sur l'évaluation de leur bien-être actuel et à venir. Cette différence s'inscrit dans une dynamique de couple. Si la sensibilité de la satisfaction des femmes sans conjoint est similaire à celle des hommes dans la même situation, celle des femmes en couple dépend davantage du niveau de vie de leur ménage que de leur revenu propre.

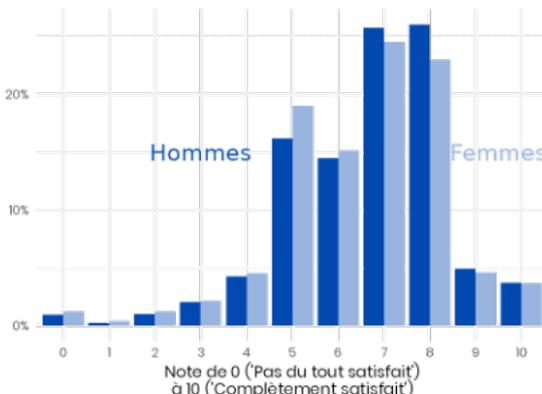
### Des partenariats pour diffuser les métriques de bien-être

L'un des objectifs centraux de l'Observatoire est de diffuser l'usage des métriques du bien-être subjectif. À ce titre, nous accompagnons de multiples institutions dans leur exploration de ces thèmes.

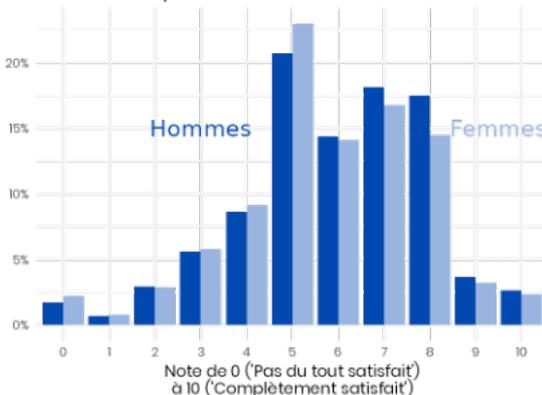
### Une jeunesse inquiète

Avec **Régions de France**, nous avons réalisé un premier baromètre du bien-être et des aspirations des lycéennes et lycéens. Celui-ci révèle un niveau de bien-être en retrait par rapport à celui des adultes, en particulier chez les jeunes filles. Ces jeunes expriment un fort désir de mobilité, mais pas d'appétit particulier pour les grandes métropoles.

Satisfaction dans la vie



Satisfaction quant aux années à venir



### L'Association des Proviseurs de Lycées à Classes Préparatoires aux Grandes Écoles

nous a sollicités pour exploiter et enrichir son enquête sur les bien-être des élèves de classes préparatoires. Ceux-ci décrivent un environnement certes stressant, mais satisfaisant, où la coopération l'emporte sur la compétition.

Nous avons analysé une riche enquête réalisée par **Kéa** concernant les aspirations professionnelles des jeunes gens, du lycée jusqu'au milieu de carrière. Par des expériences de choix, cette enquête fait apparaître une remarquable uniformité des priorités au travers des générations, le salaire restant de loin le critère de choix prioritaire.

### Malaise chez les enseignants

La deuxième vague du *Baromètre du bien-être et des rémunérations de l'Éducation Nationale*, réalisé par la **DEPP**, confirme et approfondit l'analyse du mal-être des enseignants, fondé sur l'insatisfaction salariale, mais aussi sur le sentiment d'une déconsidération de leur rôle par la société, et d'un manque de soutien de la part de leur hiérarchie. À partir de 2025, ce baromètre sera fusionné avec les enquêtes de Climat Scolaire dans la nouvelle *enquête nationale 2025 sur le climat scolaire et le vécu professionnel des personnels des écoles et établissements scolaires*.

Nous avons également cette année renouvelé notre partenariat avec la **Chaire Transitions Démographiques, transitions économiques et l'Union Mutualiste des Retraites** pour explorer le bien-être des enseignants en fin de carrière.

#### Renouer le contact avec la nature

Nous accompagnons depuis plusieurs années Réserves Naturelles de France dans l'approche des attitudes et représentations des personnes fréquentant les réserves naturelles. Une enquête exploratoire révèle que les rôles des réserves sont globalement bien compris par les visiteurs, qui perçoivent les restrictions liées à la présence des réserves comme légitimes. L'enquête confirme la contribution du sentiment de contact avec la nature à plusieurs dimensions-clé du bien-être subjectif.

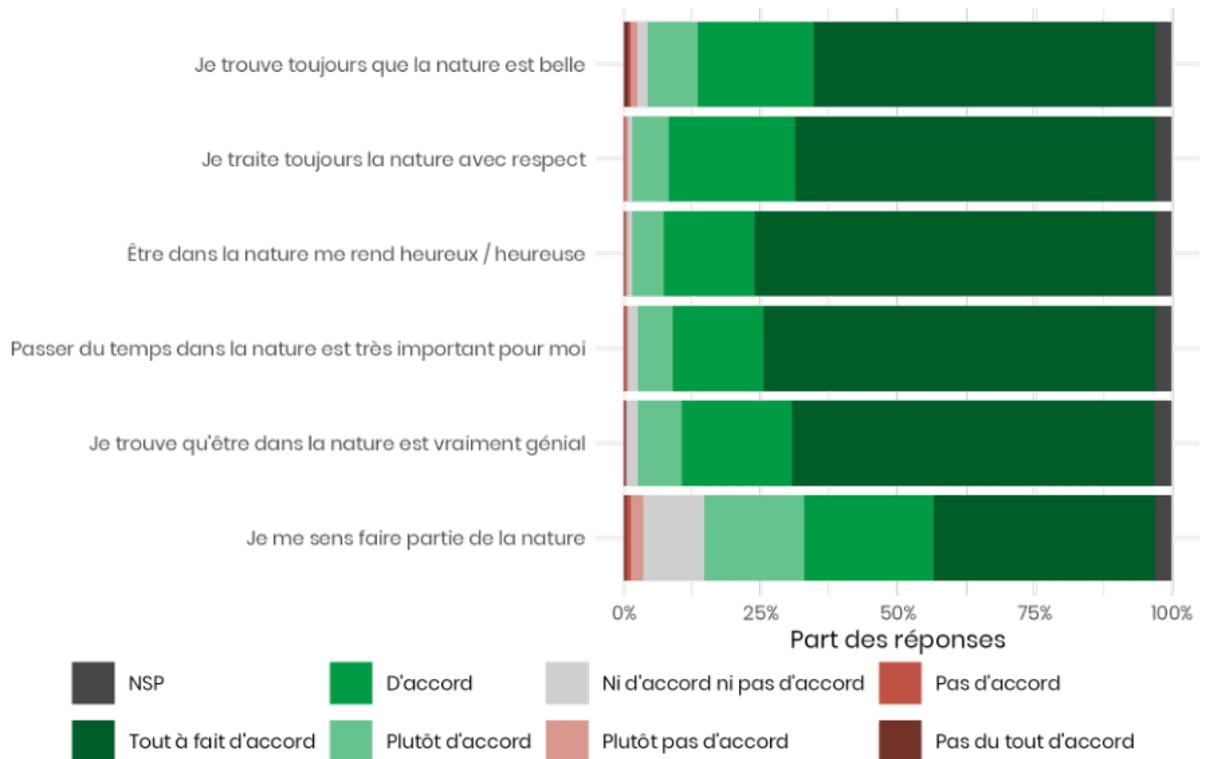
À l'invitation de la **Semaine du Son**, nous avons dressé un panorama de la recherche sur les relations entre environnement sonore et bien-être. Au-delà du poids avéré – mais encore trop rarement pris en compte dans les aménagements – du bruit sur le bien-être, nous relevons les liens complexes entre environnement sonore et bruit, la composition du paysage sonore jouant un rôle aussi important que le niveau des décibels.

#### Perspectives pour 2025

En 2025, nous entendons développer et approfondir nos partenariats, dans l'objectif d'acculturer de nouvelles structures à la collecte et l'usage des métriques de bien-être subjectif. Après une première Note, nous publierons conjointement avec l'Unédic un rapport sur la situation des chômeurs, et un contact a déjà été pris avec l'École Nationale de la Sécurité Sociale pour une étude sur le bien-être des retraités. En parallèle, nous entretenons les partenariats existants afin de transformer les collectes et analyses ponctuelles en un élément récurrent du dispositif de pilotage, comme cela est désormais le cas pour la DEPP.



Pour plus d'infos



## PROJETS 2025

### Atelier Nouveaux Enjeux du Télétravail

Pour favoriser le dialogue entre recherche et institutions publiques, nous organisons le **23 mai 2025**, une demi-journée d'atelier autour des nouveaux enjeux du télétravail : évolution des pratiques, inégalités d'accès, organisation spatiale, qualité de vie au travail et relations sociales, partage du travail domestique, seront quelques-uns des thèmes explorés, avec la participation de PSE-École d'économie de Paris, l'Apec, France Travail, la DARES, l'Ined, et l'Insee. Sur la base de brèves présentations de travaux en cours et de dispositifs d'enquête, nous souhaitons créer et approfondir des collaborations entre institutions pour mieux comprendre ces enjeux, mais aussi concevoir des politiques publiques adaptées à la nouvelle donne des modes de travail.

### Conférence en mémoire de Richard Easterlin

L'Observatoire du bien-être au Cepremap organise, en collaboration avec PSE, le **26 septembre 2025**, un workshop d'une journée en l'honneur de Richard Easterlin, père de l'économie du bonheur, auteur du célèbre paradoxe éponyme, et qui vient de nous quitter à l'âge de 99 ans.

Nous réunirons les principaux spécialistes de l'économie du bonheur et prévoyons des communications courtes suivies de discussions. Une trentaine de participants ont donné leur accord, dont une vingtaine en provenance de plusieurs pays d'Europe et des États-Unis.



## ÉQUIPE



Directrice :  
**Claudia Senik**



Directeur exécutif :  
**Mathieu Perona**



Chercheur associé :  
**Thomas Renault**



Conseil Scientifique :  
**Yann Algan, Andrew Clark et Sarah Flèche**



Assistants et assistant de recherche :  
**Eugénie de Laubier, Joséphine Delassus et Corin Blanc**



Chercheur post-doctorant :  
**Louis Gréget**



# Finance for Development Lab

Le Finance for Development Lab a été fondé au sein du CEPREMAP en 2022 par Ishac Diwan, Martin Kessler et Daniel Cohen, avec pour mission de promouvoir un système de financement plus juste et efficace pour les pays en développement. En 2024, les perspectives financières de ces derniers restaient assombries, avec des taux d'intérêts élevés, tandis que les marchés financiers leur étaient encore souvent inaccessibles. Le système de restructuration des dettes pour les pays en situation de défaut restait lent et insuffisant pour retrouver une situation stable. De plus, les pays du Sud sont aussi plus vulnérables aux effets du changement climatique et disposent de moins de moyens économiques et financiers pour s'en protéger.

Afin de proposer des solutions à ces problèmes, le Lab s'est efforcé de rassembler différents spécialistes et autres parties prenantes de ces sujets. A travers des rapports, conférences, tribunes d'opinion et autres collaborations, nous avons développé de nouvelles idées et construit des réseaux dans les mondes de la recherche et de l'action publique et politique, afin de les transformer en propositions concrètes que les gouvernements et institutions internationales peuvent adopter.

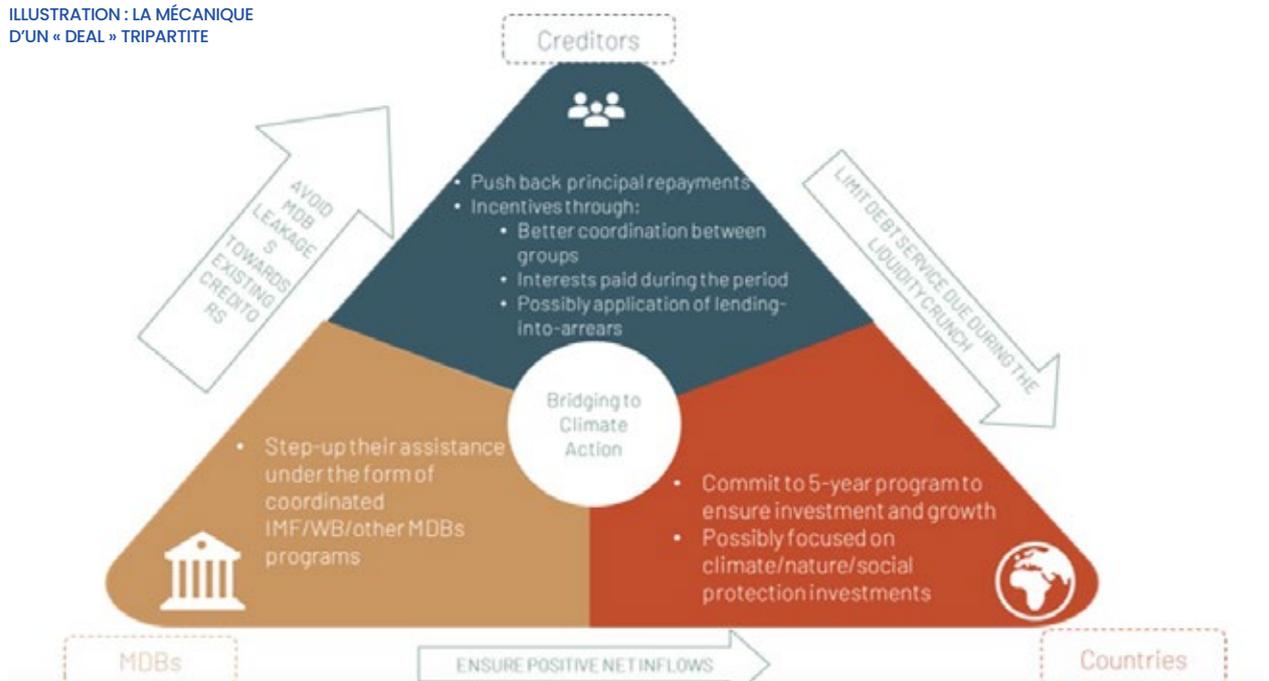
## 1. DÉVELOPPER DES IDÉES POUR LA FINANCE DU DÉVELOPPEMENT

Notre premier objectif a été d'innover. Le paradoxe de la situation de nombreux pays en développement en 2024 était le suivant : bien que leur situation financière se soit fragilisée, le nombre de crises explicites liées à la dette, impliquant des restructurations ou défauts de paiement, n'avait pas augmenté. Sous la pression d'un service élevé de leur dette publique, de nombreux pays préféreraient poursuivre une politique d'austérité, plutôt que de négocier avec leurs créanciers. Pire, les nouveaux financements qu'ils obtenaient, souvent de sources comme la Banque Mondiale ou d'autres banques de développement, venaient rembourser les créanciers existants plutôt que d'être investis.

### *Bridge to Climate Action*

En janvier 2024, ce diagnostic a conduit le Lab à publier un rapport co-signé par Ishac Diwan, Martin Kessler et Vera Songwe, *A bridge to climate action*. Ce rapport s'appuie sur une série de diagnostics développés en 2022-2023 et d'un séminaire organisé en octobre 2023. Il vise à proposer les clés d'une action concertée pour le financement des pays en développement. Une triple

ILLUSTRATION : LA MÉCANIQUE D'UN « DEAL » TRIPARTITE



Source : Diwan, Kessler and Songwe (2024)



Illustration : Side-event au Comité de Préparation du Financing for Development process, Addis-Ababa, juillet 2024  
Martin Kessler, Yeraswork Admassie (Président du think-tank Forum for Social Studies), Patrick Njoroge, ancien Gouverneur de la Banque Centrale du Kenya, Reza Baqir, Ancien Gouverneur de la Banque Centrale du Pakistan

coordination entre les gouvernements des pays en difficulté de paiement d'une part, les institutions internationales de l'autre, et enfin les créanciers bilatéraux et privés, était nécessaire pour donner de l'espace budgétaire aux gouvernements, afin qu'ils puissent investir dans leur développement.

Nous avons aussi participé aux discussions au Vatican, co-organisées par l'Académie Pontificale de Sciences Sociales et l'Institute for Policy Dialogue de Columbia University, qui ont permis l'élaboration d'une proposition dans le cadre du Jubilé.

En juillet 2024, nous avons publié une version actualisée du rapport, co-écrite avec l'ancien Ministre de l'Economie argentin Martin Guzman et le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz. Ce dernier renforçait l'argument en faveur d'une adoption limitée d'incitations positives pour les créanciers privés, comme des rehaussements de crédit, combinées avec des incitations négatives, comme un cadre plus strict de restructuration de la dette. Cette version a été présentée à Addis-Ababa lors d'un side-event de la Session de Préparation de l'Accord de Financement pour le Développement sous l'égide de l'ONU.

Martin Kessler, Yeraswork Admassie (Président du think-tank Forum for Social Studies), Patrick Njoroge, ancien Gouverneur de la Banque Centrale du Kenya, Reza Baqir, Ancien Gouverneur de la Banque Centrale du Pakistan

La détérioration de la situation des pays en développement a permis à ces analyses d'avoir un certain retentissement : le thème de la crise de liquidité et d'une action coordonnée des acteurs multilatéraux avec une gestion active des créances existantes a

été repris par le FMI et la Banque Mondiale, le FMI incorporant des éléments de cette analyse à sa nouvelle approche pour les pays en difficultés de liquidité (approche dite des « trois piliers »). Ces analyses ont également été discutées dans le groupe de travail sur l'architecture financière internationale du G20. Enfin, ce travail a été cité dans le *New York Times*, le *Financial Times* (sous la plume d'Adam Tooze), ou encore The Africa Report.

#### **Expert Review on Debt, Climate and Nature**

La centralité des questions climatiques a été affirmée au niveau politique à l'occasion du sommet de Paris pour les Peuples et la Planète. Lors de ce sommet, un consortium de quatre pays, le Kenya, la Colombie, la France et l'Allemagne, s'est accordé pour demander l'écriture d'un rapport d'experts indépendants sur la « Dette, la Nature et le Climat ». Le Finance for Development Lab est membre du secrétariat, aux côtés de trois autres institutions : ACET (Ghana), la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, et ODI (Royaume Uni), avec le soutien financier du Trésor français.

Le rapport intérimaire a été publié en octobre 2024, à Washington et fait l'objet d'articles dans la presse internationale et française (Les Echos, La Tribune et Le Monde). Son but a été de montrer l'existence d'un cercle vicieux entre les vulnérabilités de dette, qui contraignent les capacités des pays à investir contre les effets du changement climatique et la dégradation de la nature, et les vulnérabilités environnementales. Pour les pays en développement en difficultés de paiement, réduire la pression de la dette peut conduire à restaurer l'investissement.

## 2. OFFRIR UN ESPACE DE DISCUSSION

Pour appuyer ces efforts de réflexion, le Lab a ouvert un espace de discussion à destination des chercheurs, représentants gouvernementaux, marchés financiers, ainsi que la société civile. Nous avons organisé plusieurs séminaires en présentiel et en ligne, culminant avec l'organisation de la septième édition de DebtCon, la conférence la plus importante dédiée aux questions de dette souveraine.

### #DebtCon7

Co-organisée avec Georgetown University, Princeton, et le Geneva Graduate Institute, DebtCon a réuni 250 participants à la Paris School of Economics du 29 au 31 mai 2024, et accueilli 60 intervenants, en alternant panels politiques et présentations d'articles de recherche. Cette conférence pluridisciplinaire croise économie, sciences politiques, droit et sociologie.

Les participants ont inclus le gouverneur de la Banque Centrale du Ghana, le Directeur du Trésor Sri Lankais, des responsables du Club de Paris, de la Banque de France, du FMI, de la Banque Mondiale et de nombreuses autres institutions. Les participants venaient d'une trentaine de pays, dont de nombreux chercheurs et officiels de pays du Sud global. Il a ainsi permis de positionner le Finance for Development Lab au centre des discussions académiques, de croiser des perspectives souvent divergentes voire opposées, d'investisseurs privés ou d'organisations de la société civile.

### Conférence à Shanghai

Un axe majeur de travail du Finance for Development Lab est le renforcement des relations avec la Chine en tant que financeur des pays en dévelop-

pement. Dans ce cadre, nous avons renforcé nos liens avec des think-tanks chinois, en particulier à travers l'organisation d'une conférence à Shanghai en partenariat avec le Shanghai Institute for International Studies. Cette conférence intitulée « Vers un consensus émergent » sur la finance durable, du 11 au 12 novembre 2024, rassemblait chercheurs et officiels de Chine, des pays de l'OCDE, et de plusieurs pays en développement (Ethiopie, Sri Lanka, Pakistan et Afrique du Sud).

A travers des cas-pays et des sessions thématiques, cette discussion a permis de faire émerger des thèmes prioritaires, et de débattre des positions des différents créanciers et institutions internationales. En particulier, l'idée que les tensions liées à la liquidité requièrent une attention particulière a fait l'objet d'un accord général, mais pas l'idée d'une action concertée ou d'un traitement commun pour les différents pays emprunteurs. De même, les discussions ont fait émerger l'idée d'une complémentarité entre l'approche des institutions chinoises via des prêts liés à des projets d'investissements et l'approche de marché sur des obligations. Après un appel à projet lancé fin décembre 2024, une seconde conférence sera organisée fin 2025.

## 3. ÉTABLIR DES PARTENARIATS DE RECHERCHE

Enfin, le troisième pilier du Finance for Development Lab est celui des partenariats. Au-delà des conférences, le travail joint avec des think-tanks et chercheurs de pays en développement permet de mieux ancrer la question de la finance du développement dans la réalité des problématiques de chaque pays.



Illustration: Panel à DebtCon7, le 30 mai 2024



Illustration: Photo de famille, conférence à Shanghai, Novembre 2024

### **Amplifying African Voices**

Le cœur de cette stratégie est le cycle de réunions régulières se tenant environ tous les 2 mois, organisé en partenariat avec le think-tank ghanéen ACET, Amplifying African Voices.

Ce cycle de séminaires a couvert des thèmes centraux pour la finance du développement africain, avec des participants issus d'une vingtaine d'instituts de politique économique du continent. En 2024, les thèmes traités ont inclus : la coordination entre pays emprunteurs pour renforcer leur influence sur les processus de restructuration des dettes ; le processus du Financing for Development 2025 de l'ONU, qui a fait l'objet d'une tribune publiée par Devex ; un dialogue avec le Directeur de la région Afrique du FMI, une analyse de plusieurs cas de pays endettés avec des think-tanks ghanéen, kenyan, et sénégalais ; la finance climat et les opportunités de finances mixtes (officielle et privée) pour accélérer la transition. Au-delà des tables rondes régulières, ces thèmes ont permis au Lab de soutenir des projets de recherche qui approfondissent certains sujets. Les projets lancés en 2024 incluent une recherche sur le rôle des garanties dans la mobilisation des financements privés pour le climat et une collection d'études de cas sur les tensions de la dette dans des pays à bas revenus (Malawi, Ouganda, Sierra Leone), en partenariat avec le South African Institute of International Affairs (SAIIA).

### **Projets pays**

Le Lab a aussi soutenu de manière ad hoc plusieurs projets pays, souvent consacrés aux tensions liées à la dette. En 2024, nous avons travaillé avec Frontier Economics au Sri Lanka sur une série d'études de diagnostic sur les causes et origines de la crise de la dette ; publié une étude sur la restructuration équatorienne, ainsi qu'une proposition sur l'approche du FMI au Pakistan ; une étude est en cours sur la négociation de la dette en Ethiopie ; sur la performance

des prêts pour le développement au Ghana de la Banque Mondiale ; poursuivi l'étude du défaut en Zambie après un premier rapport terminé en 2023.

## **4. POURSUIVRE ET PLANIFIER LA CROISSANCE DU LAB**

Le Lab cherche également à atteindre un public plus large, via la presse et autres canaux. Le partenariat avec le podcast Take-Off, présenté par Wessim Jouïni, permet d'atteindre un public d'étudiants intéressés par les questions de développement à travers des entretiens avec des acteurs et experts du sujet.

Pour accompagner la croissance des projets en cours, le Lab a aussi cherché à gagner en nombre et en expérience. Pour cela, l'équipe s'est enrichie.

En septembre 2024, Sima Kammourieh nous a rejoint en tant que Directrice Exécutive pour le Climat. Elle a permis au Lab d'étendre son champ de recherches et d'implication dans les questions de finance publique orientée climat, pour les Etats dans les pays en développement, mais aussi finance privée, réfléchissant au rôle du secteur financier dans les pays développés pour la transition climatique. Son expertise s'appuie sur une carrière en banque et dans un think-tank pour le climat. Son rôle inclut également le partage de la gestion exécutive du Lab avec Martin Kessler, Directeur exécutif.

De plus, pour gérer le secrétariat de la Revue d'Experts, Yoan Raih nous a également rejoints en tant qu'économiste senior en juin 2024. Son expérience de marché à la Banque de France, puis dans l'agence de gestion de la dette au Kenya lui ont permis d'apporter un regard concret aux questions de marché.

L'équipe nouvellement constituée a consacré plusieurs semaines, fin 2024, à poser les bases de la stratégie, du financement, du programme de recherche et des activités du Lab dans sa deuxième phase d'existence, de 2025 à 2029.

## ÉQUIPE



Directeur exécutif :  
**Martin Kessler**



Directeur scientifique :  
**Ishac Diwan**



Directrice exécutive pour le climat :  
**Sima Kammourieh**



Directrice de la communication :  
**Mai-Linh Florentin**



Chercheuse et cheffe de projet Chine :  
**Guiliu Luo**



Économiste senior :  
**Yoan Raïh**



Économiste :  
**Stephen Paduano**



Chercheur :  
**Andrea Cavallini**



Chercheur :  
**Simon Desmet**

Chercheur :  
**Jules Devie**

# Pour une histoire du Cepremap

Il y a deux ans paraissait un article retraçant l'histoire de Dynare ainsi que la manière dont le développement de cet outil avait influencé la diffusion des modèles DSGE dans le champ de la macroéconomie<sup>1</sup>. En 2024, nous avons pris contact avec les auteurs, Francesco Sergi (Université Paris Est Créteil) et Béatrice Cherrier (CREST, CNRS), afin de savoir si des travaux similaires existaient concernant le Cepremap dans son ensemble. En effet, alors que le rôle structurant du Cepremap dans le débat économique depuis les années 1970 semble connu, nous ne parvenions pas à trouver de publication académique à ce sujet.

De fait, ces chercheurs nous ont confirmé l'absence de travaux consacrés au Cepremap, malgré sa contribution historique à la science économique, par ses approches théoriques et de modélisation, par le rôle souvent moteur de ses économistes dans la construction et l'animation de réseaux de recherche internationaux, et par la centralité des institutions publiques (Insee, DG Trésor, DARES) dans l'impulsion des programmes de recherche. Au-delà de Dynare, le Cepremap a ainsi exercé une influence sur la structuration de la macroéconomie française dans son ensemble, mais aussi dans le développement des recherches françaises en économie publique, économie internationale et économie du bien-être. Il semble donc important et urgent de documenter ce rôle, d'autant qu'une génération de pionniers commence à disparaître, comme nous l'a malheureusement rap- pelé le décès récent de Jean-Pierre Laffargue.

Pour le Cepremap de 2025, ce projet répond à deux enjeux :

- Asseoir notre identité dans une histoire longue de dialogue entre la recherche et les administrations publique, sur la base de travaux académiques ;
- Assurer un traitement adéquat de nos archives administratives, après le projet de numérisation des Couverture Orange qui a sécurisé la conservation de nos documents de recherche.

Cette initiative permettra également de sensibiliser les chercheurs français aux enjeux de la préservation des archives de recherche, afin de s'inscrire dans la

lignée des travaux permis par la conservation et la disposition des archives de Robert Lucas, Robert Solow, Anna Schwarz, Anthony Atkinson, ou Jim Heckman (parmi beaucoup d'autres).

Afin d'interférer le moins possible avec l'indépendance de l'équipe de recherche, notre rôle dans le projet se limite à faciliter les accès aux archives administratives du Cepremap et aux anciens membres et chercheurs associés, ainsi que l'hébergement ponctuel (deux fois trois mois au maximum) de stagiaires encadrés par l'équipe de recherche venant réaliser des travaux sur le site.

## CALENDRIER DU PROJET

- 1 **Phase 1** (printemps 2025 – printemps 2026) : Reconstruction des activités scientifiques du Cepremap grâce aux archives (papier et numériques) et identification de l'ensemble des chercheurs associés aux Cepremap.
- 2 **Phase 2** (septembre 2025 – juin 2026) : entretiens avec les chercheurs et les personnels administratifs, en lien avec le projet Oral Histories of Economics.
- 3 **Phase 3** (2026 – 2027) : exploitation quantitative des données, débouchant sur une prosopographie (« biographie collective ») et une analyse des réseaux de co-écriture.
- 4 **Phase 4** (2027) : présentation des premiers résultats quantitatifs et organisation d'un *witness seminar* associé aux 60 ans du Cepremap.

<sup>1</sup> Béatrice Cherrier, Aurélien Saïdi, et Francesco Sergi, « Write Your Model Almost as You Would on Paper and Dynare Will Take Care of the Rest! » A History of the Dynare Software », *Economia. History, Methodology, Philosophy*, no 13 3 (1 septembre 2023): 801-48, <https://doi.org/10.4000/oeconomia.16123>.

# Soutien à la recherche

**Soutien apporté par le CEPREMAP à la recherche** sur les transitions technologiques, démographiques et environnementales

Chercheurs	Affiliation	Titre du projet
Alexandre Biao, Kenneth Hounbedji, Romain Houssa, Benoit Mertens	Direction de la Statistique Agricole, IRD/LEDa, U. Namur/CRED, IRD/Espace-Dev	Impact of Educational Expansion and Aquaculture on Fisheries Livelihoods: Empirical evidence from Benin
Ana Barbeta Margarit	Doctorante, PSE	Matrilocality and Informal Insurance in Rural Malawi: The Power of Social Support
Andrea Cornejo	Doctorante, PSE	Improving learning skills for migrants
Balasai Vanukuri	Doctorante, PSE	Backlash or Bonding? Effect of Integration policies in the context of Affirmative Action
Hector Paredes	Doctorant, PSE	The Devil's Paradise - concessions, violence and indirect rule in the Amazon (Pilot and archives digitization in Peru)
Kimlan Mallon	Doctorant, PSE	Environmental Regulation and Barriers to Technology Adoption: Experimental Evidence from Urban Viet Nam
Vrinda Sharma	Doctorante, PSE	Adaptation Under Increasing Salinity- Evidence from Vietnam
Luc Arrondel	PSE	Préférence pour le présent et horizon de vie
Marion Brouard	Doctorante, CREST	Hétérogénéité des impacts des aides sociales aux jeunes adultes sur les transferts intra-familiaux
Léa Dubreuil	Doctorante, PSE	S'occuper d'un enfant à la maison : préférences des mères et offre de travail
Solen Croiset, Gary-Bobo	Paris 1	Problèmes et transitions dans les réseaux d'aide à domicile aux personnes dépendantes. Changements organisationnels, transition technologique et décarbonation
Sylvie Blasco, Julie Rochut	Caen, Cnav	Vieillesse de la population active, réformes des retraites et assurance
Elena Stancanelli	PSE	Work from Home, Labour Supply and Fertility
Nathalie Greenan, Napolitano Silvia, Pillosio Justin	CNAM	La place du techno-déterminisme dans la négociation du déploiement des technologies de l'industrie 4.0 au sein des entreprises

## TRAVAIL ET EMPLOI

Responsables : Philippe Askenazy, Luc Behaghel et Dominique Meurs

### Policy brief : L'assurance-chômage peut-elle être une forme de pré-retraite ?

En France, les règles en vigueur prévoient que les demandeurs d'emplois âgés peuvent percevoir des allocations pendant 3 ans, jusqu'à l'âge de la retraite à taux plein.

L'enjeu de cette recherche de Sylvie Blasco (Université de Caen, CREM) et de Julie Rochut (Cnav) qui a été financée en 2024 par le programme travail du Cepremap est de comprendre les comportements des salariés et des entreprises lorsque l'on change l'âge légal de la retraite et d'évaluer ses conséquences sur le marché du travail. En effet, si le recul de l'âge légal de la retraite entraînait une substitution avec l'entrée au chômage, cela n'aurait que peu d'impact sur les taux d'activité et sur l'équilibre des comptes sociaux.

#### La méthode et les sources

Le choc de la réforme de 2010 en France est utilisé par les autrices comme un choc exogène sur l'âge minimum de départ à la retraite. Avant la réforme, l'âge minimal légal de départ à la retraite était 60 ans, après 62 ans. L'application de la réforme dépend de l'année de naissance pour atteindre son plein effet avec la génération née en 1956.

Les autrices utilisent le Fichier National des Allocataires de l'Unédic qui permet de reconstituer les périodes d'indemnisation de chaque travailleur ainsi que ses principales caractéristiques démographiques.

### Un décalage du pic des entrées au chômage indemnisé suite à la réforme

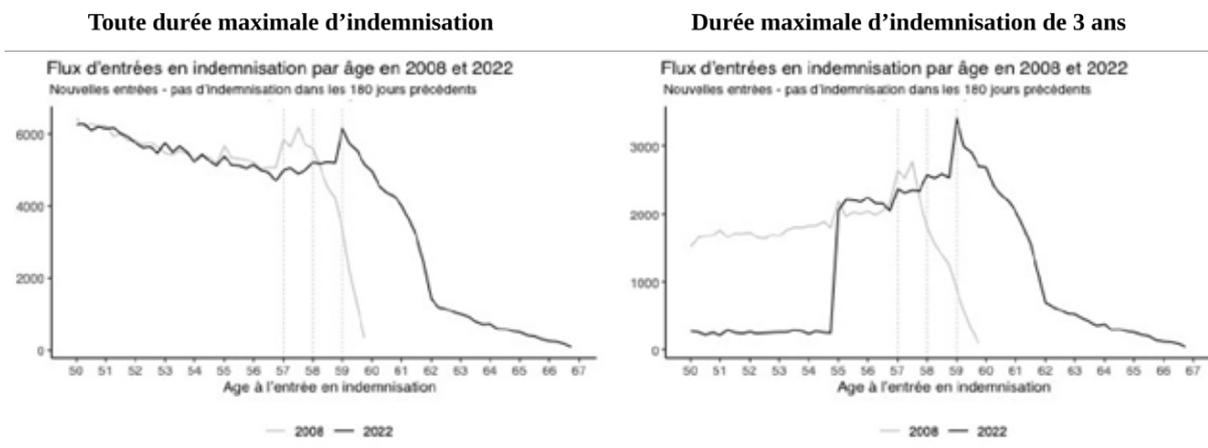
Le graphique ci-dessous recense les entrées au chômage indemnisé entre 2008 et 2022, sur un ensemble de salariés nés entre 1949 (âge d'ouverture des droits à la retraite : 60 ans) et 1957 (âge d'ouverture des droits à la retraite : 62 ans). La ligne claire représente les âges d'entrée au chômage indemnisé en 2008 (avant la réforme), la ligne foncée ceux en 2022 pour l'ensemble des individus de plus de 50 ans. On voit le décalage d'environ deux ans entre les deux courbes, avec un pic d'entrée au chômage indemnisé qui se déplace de 57-58 à 59 ans, soit deux à trois ans avant l'âge légal de la retraite.

#### Zoom sur les générations 1949 et 1957

Le graphique suivant isole deux générations, celle de 1949 et celle de 1957, qui diffère dans l'âge légal de retraite suite à la réforme de 2010. On observe nettement un décalage de deux ans de l'entrée au chômage. On constate aussi pour la génération 1957 que les flux d'entrées au chômage indemnisé sont plus élevés à la cinquantaine que celle de 1949 : on voit là un effet de la crise de 2008.

Les pics semblent bien marqués et leur décalage semble aller dans le sens d'une utilisation de l'assurance chômage comme une pré-retraite. Cependant, avec 4 000 entrées à 59 ans pour la génération 1957, l'ampleur du phénomène reste limitée en com-

FIGURE 1 : DÉCALAGE DU PIC DES ENTRÉES AU CHÔMAGE INDEMNISÉ ENTRE 2008 ET 2022



Source : Fichier National des Allocataires (FNA - Unédic).

Échantillon : Demandeurs d'emploi nés entre 1949 et 1957 qui n'ont pas connu de période d'indemnisation six mois auparavant et qui sont entrés au chômage pour cause de licenciement ou de rupture conventionnelle.

paraison aux 270 000 individus de cette génération qui étaient en emploi dans le secteur privé à cet âge. Notons qu'à ce stade de l'analyse, il n'est pas possible de savoir s'il s'agit d'un comportement stratégique des employeurs ou des salariés et les différences entre les générations pouvant expliquer des écarts dans les profils d'entrée au chômage indemnisé n'ont pas été neutralisées. De plus, il est important de souligner que le devenir des demandeurs d'emploi n'est pas étudié ici et que ces entrées ne se traduisent pas nécessairement toutes par un maintien en chômage indemnisé jusqu'à l'âge d'ouverture des droits à la retraite. Enfin, le dispositif de carrière longue n'est pas pris en compte, alors qu'il pourrait conduire à une augmentation plus graduelle des flux trois ans avant l'âge standard d'ouverture des droits à la retraite. Hétérogénéité selon les caractéristiques individuelles Une analyse selon les caractéristiques individuelles (sexe, profession, secteur) montre des différences dans les comportements d'inscription au chômage 3 ans avant la retraite selon les groupes. Les hommes semblent plus susceptibles d'y recourir. C'est également le cas des cadres (par opposition aux non-cadres). Enfin, c'est dans l'industrie et le commerce que les pics sont relativement plus élevés par rapport aux autres secteurs.

Le mode de sortie de l'entreprise influe sur l'inscription au chômage indemnisé. En concentrant l'analyse sur les générations 1953 et 1954 avec les mêmes caractéristiques moyennes, les autrices montrent un léger décrochage dans les entrées au chômage indemnisé à 57 ans (en recul pour la cohorte 1954, comme attendu) consécutive à la réforme de 2010, mais seulement lorsqu'il y a eu licenciement ou rupture conventionnelle avec droit à 3 ans d'indemnité. Pour les autres sorties, il n'y a pas cette discontinuité. Cela serait compatible avec l'hypothèse de départs « négociés » entre l'entreprise et les salariés lorsqu'ils sont à 3 ans de l'âge de la retraite et qu'ils ont droit à une indemnité chômage.

### Vieillesse de la population active, réformes des retraites et assurance chômage

Recherche en cours de Sylvie Blasco (Université de Caen Normandie - CREM, Tepp, IZA (contact [sylvie.blasco@unicaen.fr](mailto:sylvie.blasco@unicaen.fr)) et Julie Rochut (CNAV - Unité de Recherche sur le Vieillessement).

Le financement de cette recherche a été assuré par Cepremap en 2024, les premiers résultats sont exposés ici. La recherche se poursuit actuellement en examinant les comportements des employeurs à partir de bases de données complémentaires.

FIGURE 2 : DÉCALAGE DU PIC DES ENTRÉES AU CHÔMAGE INDEMNISÉ ENTRE DEUX GÉNÉRATIONS

#### Génération 1949



#### Génération 1957

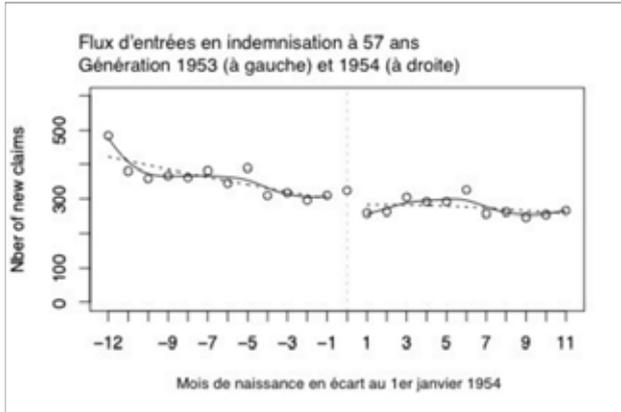


Source : Fichier National des Allocataires (FNA - Unédic).

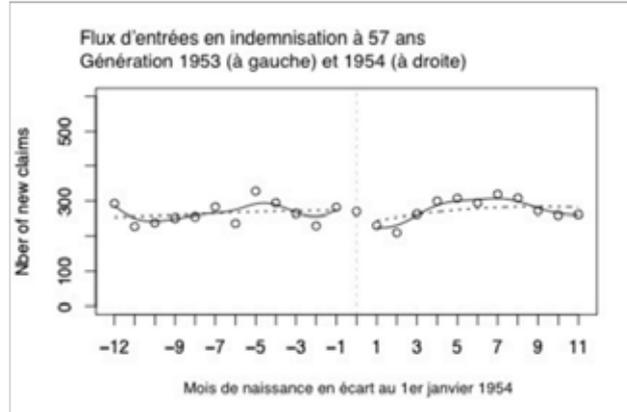
Echantillon : Demandeurs d'emplois nés en 1949 ou 1957 qui n'ont pas connu d'indemnisation six mois auparavant, qui ont une durée maximale d'indemnisation de 3 ans et sont entrés au chômage pour cause de licenciement ou de rupture conventionnelle.

FIGURE 3 : ENTRÉES AU CHÔMAGE INDEMNISÉ À 57 ANS EN FONCTION DE LA DISTANCE AU 1ER JANVIER 1954 GÉNÉRATIONS

### Licenciements et ruptures conventionnelles et durée maximale d'indemnisation de 3 ans



### Autres fins de contrat ou durée maximale d'indemnisation inférieure à 3 ans



Source : Fichier National des Allocataires (FNA - Unédic).

## ÉCONOMIE PUBLIQUE

Responsables : Maya Bacache et Antoine Bozio

### Policy Brief : L'angle mort des politiques sociales en faveur des jeunes adultes

Les politiques sociales en faveur des jeunes adultes font face à une difficulté particulière qui correspond au passage du soutien parental dans le cadre familial à l'autonomie comme jeune adulte. Aucun âge de référence ne peut parfaitement caractériser cette émancipation du soutien parental, qui arrive à des âges différents selon les ménages et leurs caractéristiques socio-économiques. Cela conduit à un angle mort des politiques sociales qui hésitent à inclure les jeunes adultes dans leur public cible, alors même que ces jeunes connaissent un taux de pauvreté plus élevé que le reste de la population.

La tension des politiques sociales envers les jeunes adultes peut bien se décrire comme le souhait d'éviter de redistribuer envers des jeunes à faibles revenus mais avec un soutien familial important, et l'objectif de redistribuer envers les ménages les plus pauvres, comme les jeunes adultes sans revenu. Elle se traduit aussi en France par des politiques sociales à géométrie variable envers les jeunes adultes. Ceux-ci bénéficient ainsi des allocations logement, parfois critiquées pour bénéficier à des étudiants soutenus financièrement par leurs parents, mais à l'inverse le revenu de solidarité active

est réservé au plus de 25 ans et exclut ainsi les jeunes adultes de ce programme de transfert monétaire à des fins de lutte contre la pauvreté.

Ce *policy brief* décrit un travail de recherche de Marion Brouard, financé par le programme « Économie publique et redistribution » du Crepremap et dont une version complète est disponible sous forme d'un document de travail en anglais (Brouard, 2024).

#### Motivation du projet

Le travail de recherche engagé par Marion Brouard vise à identifier les facteurs potentiels pouvant expliquer que les jeunes adultes soient délaissés par les politiques sociales. Trois explications potentielles sont ainsi étudiées : en premier lieu les gains en bien-être de transferts en faveur des jeunes adultes pourraient être faibles parce qu'ils conduiraient à peu d'utilité directe pour ceux-ci, ou parce qu'ils entraîneraient une forte baisse des transferts intra-familiaux, réduisant l'effet net sur le revenu disponible. En second lieu, la société pourrait donner peu de poids aux jeunes adultes dans les choix de redistribution. Cela correspondrait à la perception que les jeunes adultes sont moins légitimes à recevoir des

transferts monétaires que les populations plus âgées, et refléterait un biais de préférence négatif à l'encontre des jeunes. Troisièmement, les réponses comportementales en termes d'offre de travail ou de décisions d'éducation pourraient être une raison de limiter ces transferts, par exemple si les politiques sociales en faveur des jeunes adultes conduiraient à réduire la poursuite d'études ou l'insertion sur le marché du travail.

Brouard (2024) offre une étude complète visant répondre à l'ensemble de ces questions en mobilisant des données de comptes bancaires permettant de mesurer la propension marginale à consommer de transferts monétaires et les réponses comportementales de l'entourage familiale. Ce policy brief se concentre sur une partie de cette recherche avec l'exploitation de l'enquête, financée par le Cepremap, pour répondre à la question sur les préférences de la société sur les poids sociaux données aux jeunes adultes. Jusqu'ici, la littérature économique s'est surtout intéressée à la manière dont le soutien aux aides sociales varie en fonction du revenu des bénéficiaires, montrant que ce soutien diminue à mesure que la richesse augmente. En revanche, l'impact de l'âge, du revenu parental ou du statut éducatif des potentiels bénéficiaires sur ces préférences de redistribution reste largement inexploré.

Le travail de Marion Brouard vise ici à répondre à trois principales questions : i) est-ce que les préférences de redistribution des électeurs dépendent de l'âge des bénéficiaires potentiels, du revenu parental ou du statut d'étudiant ? ii) Comment ces préférences varient-elles en fonction des caractéristiques des électeurs ? et enfin iii) Les électeurs soutiendraient-ils une politique d'augmentation des aides sociales pour les jeunes adultes ? Ces questions permettent non seulement de mieux comprendre les préférences en matière de redistribution, mais aussi d'évaluer dans quelle mesure ces différences de perception justifient un système socio-fiscal qui donne peu de poids aux jeunes par rapport aux générations plus âgées.

### Méthodologie et données

Pour répondre à ces questions, Brouard (2024) a conduit une enquête en ligne auprès des électeurs potentiels en France via la plateforme Bilendi Respondi. Celle-ci a été lancée en août 2024 et a recueilli les réponses de 1 658 individus. L'échantillon a été sélectionné pour être représentatif de la population française âgée de 18 à 60 ans, avec des quotas garantissant une représentativité en termes de genre, de région, de tranche d'âge et de statut professionnel (qualifié, peu qualifié et inactif). Afin d'améliorer la qualité des données, les 10 % des répondants les plus rapides et les 10 % les plus lents ont été exclus, aboutissant à un échantillon final de 1 326 individus. Le questionnaire est structuré en trois parties afin d'explorer les préférences des enquêtés en matière de re-

distribution selon les caractéristiques, telles que l'âge des bénéficiaires potentiels. Une première partie évalue dans quelle mesure les répondants ont une perception juste de la situation financière des jeunes. Ils sont notamment interrogés sur leurs croyances concernant le revenu disponible des jeunes. La deuxième partie mesure directement les préférences de redistribution des individus. Ils doivent se prononcer sur une situation hypothétique où le gouvernement souhaite distribuer 1 000 euros entre deux individus, A et B, aux caractéristiques différentes. Les répondants peuvent choisir une répartition égale (500 euros chacun) ou inégale, mais avec un coût de redistribution réduisant le montant total disponible. En faisant varier ce coût d'une question à l'autre, Marion Brouard cherche à évaluer dans quelle mesure les répondants préfèrent allouer davantage à A plutôt qu'à B. Les répondants sont également invités à estimer dans quelle mesure 1 000 euros amélioreraient d'avantage le bien-être A par rapport à B. Cette approche permet de distinguer la part de la préférence de redistribution des répondants motivée par l'impact réel de l'aide sur le bien-être de A et B, de celle guidée par des préférences intrinsèques, indépendantes des différences de besoin. Enfin, les caractéristiques des deux individus varient selon les scénarios (âge, revenu personnel, revenu parental et statut éducatif), ce qui permet d'analyser l'influence de ces facteurs sur les préférences de redistribution. Enfin, une troisième partie pose directement la question du soutien des répondants à une augmentation des aides sociales pour les jeunes.

### Résultats

Sur la perception de la situation financière des jeunes, l'enquête met en évidence que les répondants sous-estiment largement la pauvreté des jeunes adultes : ils surestiment leur revenu disponible d'environ 30 %. En soi cette mauvaise perception pourrait être un facteur poussant à limiter la redistribution envers les jeunes adultes.

La seconde partie du questionnaire permet d'analyser comment les caractéristiques démographiques des bénéficiaires potentiels influencent les préférences de redistribution. En moyenne, les répondants attribuent un poids social 1,8 fois plus élevé à un jeune adulte actif qu'à une personne de 45-55 ans, montrant une nette préférence pour l'allocation des aides aux plus jeunes. Cette préférence n'est que partiellement expliquée par la croyance que les jeunes bénéficieraient davantage d'un euro supplémentaire en termes de bien-être. Les préférences pour la redistribution en faveur des jeunes s'expliquent donc à la fois par le fait que les répondants estiment que les jeunes en ont plus besoin, mais aussi par une préférence intrinsèque pour leur bien-être par rapport aux individus plus âgés. Cependant, en moyenne, les jeunes sont à la fois plus jeunes et plus

pauvres que les individus plus âgés. Les préférences de redistribution en leur faveur pourraient donc découler de ces deux facteurs : l'âge et/ou le revenu. Les résultats montrent que cette préférence s'explique uniquement par leur revenu plus faible. À revenu égal, les adultes plus âgés bénéficient d'un poids social 10 % plus élevé, révélant ainsi une « pénalité pour la jeunesse ». Ainsi, le graphique ci-dessous montre qu'à situation économique identique, les répondants défavorisent les jeunes non-étudiants par rapport à des individus de même revenu mais plus âgés. Par ailleurs, les résultats montrent que les répondants privilégient nettement les individus issus de familles modestes par rapport à ceux de milieux plus aisés, ce qui traduit une volonté de compenser les inégalités d'origine sociale.

et la faible réaction des parents sous la forme d'une baisse de leur soutien financier. L'ensemble suggère des gains de bien-être importants d'une redistribution plus tournée vers les jeunes ménages pauvres que vers les plus âgés.

Brouard, Marion (2024) "Welfare Effects of Increasing Social Assistance to Young Adults: Theory and Evidence from France", Document de travail.

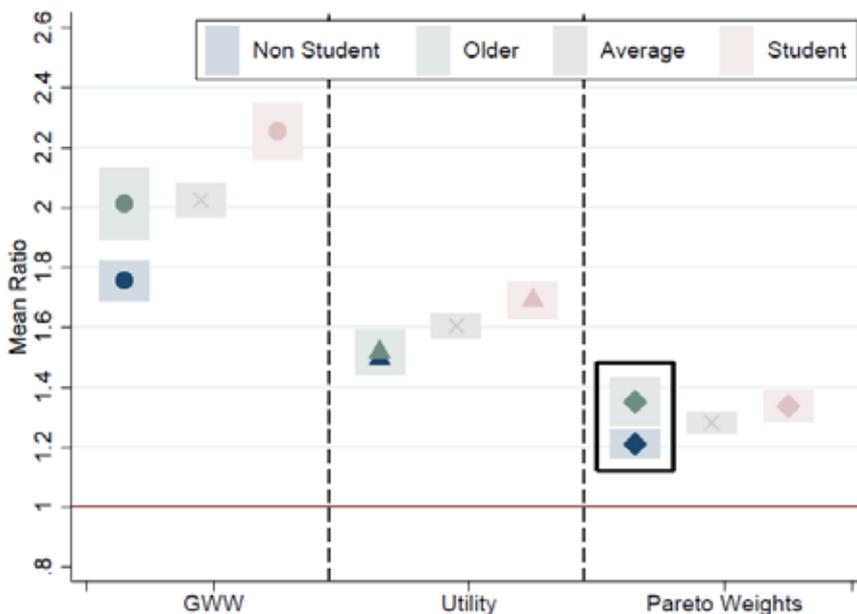


Enfin, la dernière partie de l'enquête révèle un large soutien à l'augmentation des aides sociales pour les jeunes : 80 % des répondants y sont favorables.

**Conclusion**

Dans l'ensemble, ces résultats suggèrent que les préférences des électeurs ne peuvent être l'explication principale pour le faible poids donné dans le système socio-fiscal aux jeunes adultes. Dans le reste de l'étude, Brouard (2024) met également en évidence la forte propension à consommer des transferts des jeunes

GRAPHIQUE. PRÉFÉRENCES SOCIALES POUR LA REDISTRIBUTION ENVERS LES JEUNES ADULTES



Source : Brouard (2024), Fig. 6.

Lecture : Le graphique représente le ratio des préférences sociales révélées en faveur des jeunes adultes par référence à une personne âgée de 45 à 55 ans. Les points bleus représentent les jeunes adultes non étudiants, les points verts une personne âgée de 45 à 55 ans du même niveau de revenu qu'un jeune adulte non étudiant et en rouge un étudiant. Un ratio supérieur à 1 indique plus de préférence à la redistribution en faveur du groupe testé.

Enfin, la dernière partie de l'enquête révèle un large soutien à l'augmentation des aides sociales pour les jeunes : 80 % des répondants y sont favorables.

## MONDIALISATION

Responsable : Miren Lafourcade

### Migrations, ségrégation socio-spatiale et politiques de la ville

Les dynamiques migratoires jouent un rôle central dans la structuration socio-spatiale des territoires urbains. Les flux de population, qu'ils soient d'origine internationale ou interurbaine, contribuent à redessiner les équilibres résidentiels, en interaction avec les mécanismes du marché immobilier, l'essor du télétravail, les inégalités socio-économiques et les politiques publiques. Dans un contexte de métropolisation, les grandes villes concentrent à la fois les opportunités économiques et les tensions liées à l'accès au logement, exacerbant les phénomènes de ségrégation socio-spatiale. Cette dernière se manifeste par une spécialisation des quartiers en fonction du statut socio-économique des ménages, souvent corrélée à l'origine migratoire, et alimente des logiques d'entre-soi, de stigmatisation territoriale, voire d'exclusion de certaines populations.

En 2024, les travaux soutenus par le Cepremap se sont d'abord penchés sur les politiques publiques locales visant à réduire l'exclusion des populations vulnérables, notamment à travers des dispositifs éducatifs. Les résultats de ces programmes sont souvent contrastés, car leurs effets positifs peuvent être en partie annulés par des dynamiques d'évitement contre-productives, qui renforcent l'homophilie sociale ou les logiques d'exclusion qu'ils visaient à corriger. En France, environ 1 500 quartiers classés « prioritaires » bénéficient de moyens supplémentaires pour améliorer la réussite scolaire, notamment via les Programmes de Réussite Éducative. Cependant, cette labellisation renforce parfois la stigmatisation des établissements concernés, poussant les familles modestes vers d'autres collèges publics hors de ces quartiers, tandis que les familles plus aisées privilégient les établissements privés. Cette recomposition sociale affaiblit fortement l'impact positif attendu des aides individualisées à la scolarité (Garrouste et Lafourcade, 2024).

Dans un projet soutenu par le Cepremap et intitulé « Improving learning skills for migrants », Andrea Cornejo s'intéresse aussi à l'impact de la composition des classes sur l'acquisition linguistique et les résultats scolaires des élèves migrants (ou ELL, pour English Language Learners) dans l'État de l'Arkansas, aux États-Unis. En analysant des données administratives couvrant dix années, l'étude exploite la variation

d'une cohorte à l'autre dans la proportion d'élèves allophones pour identifier des effets de pairs. L'objectif principal est de comprendre si la présence d'un plus grand nombre d'élèves ELL dans une classe favorise ou freine la progression linguistique de chacun, mesurée notamment par la sortie du statut ELL sous deux ans. Cette recherche comble un vide empirique important et pourrait fournir des recommandations concrètes pour adapter les politiques éducatives dans des contextes marqués par une immigration récente et croissante.

Par ailleurs, dans la note de l'Observatoire du Bien-être n°2024 – 02, intitulée « Télétravail et géographie des villes », Miren Lafourcade explore les effets du télétravail sur la réorganisation des villes et les choix fondamentaux des ménages et entreprises entre les avantages et les coûts de la vie urbaine. L'essor du télétravail a des conséquences ambivalentes sur l'équilibre global entre bénéfices et contraintes citadins, modifiant ainsi la géographie urbaine. Ces effets sont d'autant plus incertains qu'ils dépendent de la volonté des entreprises à institutionnaliser durablement le télétravail, dont l'impact sur la productivité n'est pas toujours positif et linéaire. De plus, les bénéfices potentiels pour les salariés dépendent fortement des modalités d'adoption du télétravail et des transformations organisationnelles et managériales mises en place pour l'accompagner, et permettant aux salariés d'en tirer le plus grand bien-être.

## DÉVELOPPEMENT

Responsable : Sylvie Lambert

### Structures sociales, nouvelles technologies et développement

L'appartenance à un groupe social bien défini est une caractéristique qui influence la vie des individus d'une façon qui peut être positive ou négative. En effet, appartenir à un réseau social solidaire joue un rôle important de filet de sécurité informel pour les plus pauvres des pays du Sud. A contrario, être ostracisé du fait de son appartenance à un groupe discriminé peut limiter fortement les possibilités de sortir de la pauvreté.

Un projet de Anna Barbeta, soutenu par le Cepremap, examine le rôle des réseaux sociaux sur le bien-être des femmes mariées. Elle compare, dans le cas du Malawi, la situation de femmes pratiquant la matrilocalité (le jeune couple s'installe dans le village de résidence des parents de la mariée) à des femmes dont la résidence maritale est patrilocal (le couple s'installe dans le village de la famille du mari). Anna Barbeta montre que les femmes matrilocales bénéficient d'un réseau social plus étendu et que cela a des conséquences sur l'accès aux filets de sécurité informels. A l'aide d'une expérience en laboratoire sur le terrain et de données d'enquête, elle montre que le soutien économique obtenu en cas de choc dépend du fait que les pertes qu'il faudrait compenser sont attribuées à une prise de risque excessive ou à la malchance. Pour toutes les femmes, les membres du réseau transfèrent moins souvent et des montants moindres dans le premier cas que dans le second, mais cette différence est beaucoup moins prononcée pour les femmes matrilocales. Cette différence de réaction des membres de réseaux matrilocaux et patrilocaux est particulièrement prononcée dans le cas des liens faibles (aucun lien familial ni amical).

Les disparités dans le soutien économique observées dans l'expérience reflètent des tendances plus larges dans l'accès déclaré aux ressources essentielles, y compris l'aide monétaire, la nourriture et le charbon de bois.

Balasai Vanukuri contribue à la compréhension des mécanismes qui limitent ou au contraire perpétuent la discrimination sociale à travers un projet qui s'appuie sur une expérience naturelle dans laquelle des étudiants indiens d'une école d'ingénieurs publique prestigieuse en Inde sont assignés aléatoirement à des chambres collectives en internat. Ce projet vise à comprendre l'impact de la mise en contact d'étu-

dants de diverses castes sur leurs résultats académiques et professionnels. Le projet explore également le rôle des interactions sociales dans l'évolution des attitudes envers les politiques de discrimination positive, en particulier parmi les groupes de castes avantagées, et examine les effets sur la santé mentale des groupes défavorisés. L'étude repose principalement sur des données d'une enquête menées grâce au soutien du Cepremap au cours de l'été et de l'automne 2024. Une enquête de base a été menée auprès des étudiants de première année pendant la semaine d'orientation, lorsque les contacts avec les colocataires sont minimales. Une enquête finale a ensuite été réalisée auprès des étudiants de deuxième à quatrième année, qui avaient côtoyé leurs colocataires de première année. Les enquêtes ont recueilli des données sur les performances académiques, les efforts, les résultats sur le marché du travail, les interactions détaillées avec les colocataires, les compétences interpersonnelles, les attitudes politiques et la santé mentale. Environ 75 % des étudiants (soit 3 700) ont participé, avec un taux de réponse effectif de près de 90 %.

### Adoption de nouvelles technologies, environnement et développement

Le changement climatique représente une menace croissante pour l'agriculture, particulièrement dans les pays en développement. Si les recherches se concentrent souvent sur l'impact des précipitations et des températures, la salinisation croissante des eaux douces causée par l'élévation du niveau de la mer reste sous-estimée. Au Vietnam, un choc de salinité en 2016 a entraîné une baisse de 1,5 % de la production annuelle de riz (Commons 2017). Le projet de Vrinda Sharma explore les effets de la salinité croissante sur les ménages vietnamiens en combinant des données hydrologiques avancées avec des données de panel issues du VHLSS (Viet Nam Household Living Standard Survey). Elle analyse les adaptations des ménages depuis 2010 et utilise des données de télédétection pour examiner 20 ans de changements dans l'utilisation des terres. Une attention particulière est accordée aux réponses des ménages, en matière d'adoption de nouvelles pratiques agricoles mais aussi en matière de migration et de participation des femmes au marché du travail, et à leur comparaison avec les effets d'autres facteurs climatiques. Le Cepre-

map a soutenu ce projet en financement le travail de terrain associé, notamment la collecte de données sur la salinité obtenue auprès de scientifiques vietnamiens.

Dans les zones urbaines, le développement rapide du Vietnam est associé à un niveau de pollution croissant qui présente maintenant un sérieux risque pour la santé. Kim Lan Mallon examine comment des interventions peu coûteuses peuvent encourager l'adoption volontaire d'une technologie de réduction de la pollution, individuellement profitable, dans un environnement où il n'y a pas de réglementation stricte. Grâce à un financement du CEPREMAP, Kim Lan Mallon a mené un essai contrôlé randomisé (ECR) pilote pour tester les effets de divers traitements d'information et de subventions pour l'adoption de l'entretien des motocycles à Hanoï. Les interventions visaient à remédier aux asymétries d'information concernant les avantages privés et sociaux de l'entretien des véhicules tout en évaluant le rôle des contraintes de liquidité dans l'adoption de cette pratique. Sans surprise, les subventions augmentent beaucoup l'adoption de l'entretien du véhicule. De façon très prometteuse, l'information sur les bénéfices sociaux de la réduction du niveau d'émissions permet une augmentation de l'adoption équivalente à la moitié du gain obtenue en passant d'une subvention de 50% du coût à une subvention de 100%. Informer les conducteurs sur les économies d'essence que la maintenance permet exerce peu d'effets, alors même que les dépenses par kilomètre diminuent de 23% pour ceux qui font faire l'entretien de leur véhicule. Ces résultats suggèrent que même en l'absence de réglementations strictes, des subventions et des informations ciblées peuvent favoriser l'adoption volontaire de technologies de réduction de la pollution. Les résultats soulignent également l'importance de prendre en compte les asymétries d'information lors de l'élaboration des politiques environnementales. Sur la base de ces observations, un essai contrôlé randomisé à grande échelle, permettant d'avoir la puissance statistique nécessaire, est prévu pour le second semestre 2025.

## Policy Brief : Conversations sur les minorités

Duncan Webb – Université de Princeton

La discrimination a un coût élevé car elle engendre des distorsions dans de nombreux domaines – de l'admission à l'école et des décisions d'embauche à la capacité de louer un logement. Elle est généralement considérée comme difficile à éviter, car enracinée dans des préjugés profonds ou des croyances stéréotypées négatives à propos des minorités. Pourtant, il arrive que les sociétés évoluent vers des préférences moins discriminatoires : l'acceptation du mariage homosexuel, des mariages interethniques

ou des droits des femmes a progressé dans de nombreux pays en moins d'une génération. Ces changements coïncident souvent avec une évolution des discours à propos des minorités, suggérant un lien de cause à effet : la manière dont on parle d'une minorité pourrait provoquer une baisse rapide de la discrimination.

Webb (2024) examine si la communication horizontale – c'est-à-dire les discussions entre membres du groupe majoritaire à propos d'une minorité – peut réduire la discrimination. Comment cette communication pourrait-elle agir ? Peut-être par effet de vertu signalling : si les gens veulent éviter d'apparaître comme discriminants, ils pourraient tenir des discours pro-minorités en groupe et influencer les autres. Un autre mécanisme tient au profil des communicants : si les individus favorables aux minorités sont plus vocaux, ils peuvent influencer les autres.

L'article rapporte les résultats d'une expérience de terrain menée en 2023 à Chennai (Tamil Nadu) auprès de 3 397 individus, portant sur la discrimination envers l'un des groupes LGBTQ+ les plus visibles en Inde : les femmes transgenres (*thirunagai*). Leur identité sociale est historiquement marginalisée, elles sont facilement reconnaissables et font face à une forte discrimination économique et à des violences. En Inde, il y aurait au moins 490 000 *thirunagai*, souvent stigmatisées comme mendiantes ou travailleuses du sexe, ce qui complique leur accès à d'autres emplois. Elles subissent également le rejet familial, des difficultés d'accès au logement, une exclusion des services médicaux et des harcèlements policiers. Malgré cela, certains signes de changement social vers une plus grande acceptation sont perceptibles.

### Mesurer l'effet de la communication sur la discrimination

L'expérience mesure la discrimination envers les travailleurs transgenres en proposant aux participants une livraison gratuite de courses. On leur demande de choisir, à plusieurs reprises, quel livreur effectuerait la livraison, après avoir vu les photos des livreurs et les articles proposés (ces derniers étant variés aléatoirement). Tous les participants sont non-transgenres et ont été recrutés par démarchage à domicile. Grâce à la variation aléatoire des articles, il est possible d'évaluer les arbitrages réalisés entre valeur des produits et identité du livreur. La discrimination est définie comme la différence de probabilité de choisir un travailleur transgenre par rapport à un travailleur non transgenre, toutes choses égales par ailleurs.

Pour mesurer les effets de la communication horizontale, la participation à une discussion avec deux voisins est randomisée (voir Figure 1). Pendant cette discussion, les participants examinent collectivement

des options d'embauche, certaines incluant des travailleurs transgenres, et discutent de leur volonté de les recruter. Crucialement, cette communication provient uniquement des participants, sans intervention de l'animateur. Le but réel de l'étude était caché pour éviter les biais : seuls 8 % des participants ont deviné que l'étude portait sur la discrimination, et leurs réponses ne biaisent pas les résultats.

Ces effets sont aussi comparés à ceux d'une communication descendante, émanant d'une autorité : certains participants visionnent une vidéo informant sur un arrêt de la Cour suprême indienne reconnaissant les droits fondamentaux des personnes transgenres.

**Les effets de la communication**

Les participants font preuve d'une forte discrimination dans leurs choix privés. Dans le groupe témoin, les participants sont 19 points de pourcentage (32 %) moins susceptibles d'embaucher un travailleur transgenre. Leurs choix révèlent qu'ils sont prêts à renoncer à des produits alimentaires d'une valeur équivalent à 1,9 fois la dépense alimentaire quotidienne médiane pour éviter une interaction avec une personne transgenre.

Mais la communication horizontale réduit fortement cette discrimination. Après les discussions, même lorsque les décisions sont prises en privé, les participants sont 17 points de pourcentage (42 %) plus susceptibles de choisir un travailleur transgenre, panel de droite). Dans ce groupe, la discrimination moyenne devient statistiquement non significative.

Ces effets sont deux fois plus importants que ceux de la communication descendante sur les droits légaux des transgenres. Les effets des discussions persistent en partie : un mois plus tard, les participants ayant discuté entre eux restent encore 5 points plus enclins à choisir un travailleur transgenre, bien que l'effet soit atténué. Une simple discussion de 10 minutes ne suffit donc pas à induire un changement profond à moyen terme.

**Mécanismes de réduction de la discrimination**

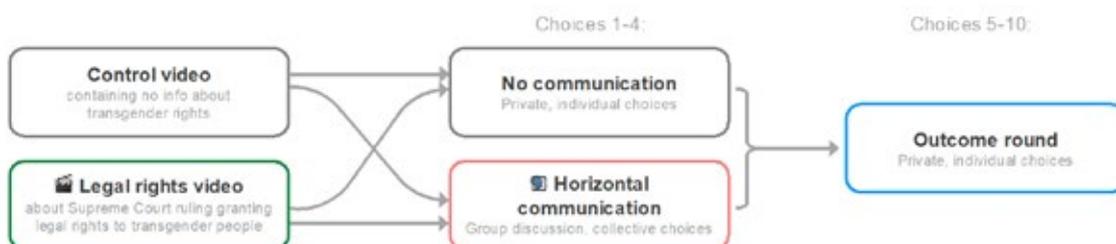
Comment expliquer une telle baisse après communication entre personnes discriminantes ? Deux hypothèses – la correction de normes perçues à tort et le virtue signalling – ne suffisent pas. Les résultats pointent plutôt vers un troisième mécanisme : la persuasion.

1. Correction d'une norme mal perçue : les participants surestiment de 5 points la discrimination de leurs voisins. Or, la discussion réduit la discrimination perçue de 24 points. Cette correction ne peut expliquer qu'environ 21 % de l'effet total.
2. Virtue signalling : pour tester ce mécanisme, une variante publique a été testée : les choix individuels sont visibles des autres. Aucun effet n'a été observé. La seule volonté d'apparaître non discriminant ne suffit pas à changer les comportements.
3. Persuasion : une autre variante teste l'effet d'un participant qui écoute deux autres discuter. Cet « auditeur » est autant influencé que les participants actifs. Cela montre que les participants sont convaincus par leurs pairs, d'autant que les favorables aux personnes transgenres prennent plus souvent la parole et utilisent des arguments prosociaux (justice, opportunité, égalité).

**Conclusion**

Dans certaines conditions, la communication horizontale peut réduire significativement la discrimination. Cela se produit quand il existe des arguments persuasifs contre la discrimination et une minorité vocale défendant la minorité concernée. Bien que cette étude porte sur l'Inde, ces résultats pourraient s'étendre à d'autres contextes. Ils suggèrent que susciter des discussions de groupe à grande échelle pourrait suffire à réduire les préjugés, sans même avoir besoin d'encadrer la discussion, et que favoriser les décisions collectives dans les environnements à fort enjeu discriminatoire (embauche, admissions universitaires, logement) pourrait limiter les biais individuels et leurs coûts sociaux.

FIGURE 1. DESIGN DE L'EXPÉRIENCE



## ENVIRONNEMENT

Responsable : Katheline Schubert

### Policy Brief : Ressources renouvelables et développement

Les ressources naturelles renouvelables comme les forêts et les stocks de poissons sont essentielles à la fois au développement économique et à la bonne santé environnementale de la planète. L'humanité s'est développée en les exploitant, d'abord de façon durable puis de façon de plus en plus prédatrice. On peut citer, parmi les causes de la surexploitation, l'augmentation de la population, qui a nécessité de disposer de quantités croissantes de terres agricoles pour produire davantage de nourriture, et les progrès technologiques dans l'extraction, qui ont décuplé les possibilités d'abattage des arbres et de capture des poissons. Le remplacement des communautés traditionnelles et de leurs modes de gestion souvent coopératifs par les sociétés modernes constitue une autre cause majeure. Quand les mécanismes de régulation coopérative de l'exploitation des ressources naturelles n'existent plus, celles-ci sont de facto en libre accès. Le libre accès est caractérisé par l'absence de droits de propriété sur les ressources, ou la faiblesse de ces droits due à la difficulté de les faire appliquer. Cette situation conduit inéluctablement à la surexploitation. Renverser la tendance et parvenir à une exploitation durable des ressources renouvelables est indispensable mais pose de redoutables problèmes.

Les travaux financés par le Cepremap sur ce thème s'intéressent précisément aux mécanismes et politiques économiques qui permettent de renverser la tendance dans les pays en développement. Ces derniers sont encore aujourd'hui particulièrement dépendants de la forêt et de la pêche, qui représentent une source de revenus pour des millions de personnes. Les forêts tropicales constituent le plus important réservoir de biodiversité terrestre. Elles jouent un rôle majeur dans les cycles biogéochimiques globaux et fournissent des services écosystémiques essentiels. La déforestation entraîne des pertes de biodiversité et de services écosystémiques aux multiples conséquences négatives à long terme.

L'épuisement des stocks halieutiques est une menace pour la sécurité alimentaire et une incitation à

l'exode des populations côtières. Une gestion durable des ressources est possible. Elle nécessite le déploiement d'une panoplie d'instruments, pour valoriser les services écosystémiques, certifier les produits de la forêt et de la mer, mettre en place des quotas d'exploitation, instaurer des zones naturelles protégées etc., dont il faut soigneusement évaluer les bénéfices et les coûts. Au-delà de quelques principes généraux, il n'existe pas de solution toute faite, adaptable à toutes les situations, qui permettrait à la fois d'assurer la gestion durable des ressources naturelles et la satisfaction des besoins des populations concernées. Les travaux soutenus par le Cepremap s'attachent ainsi souvent à évaluer l'efficacité des diverses politiques mises en œuvre dans divers contextes.





Blank page with horizontal dotted lines for writing.



# Rapport d'activité 2024

**CEPREMAP**

CENTRE POUR LA RECHERCHE ECONOMIQUE ET SES APPLICATIONS